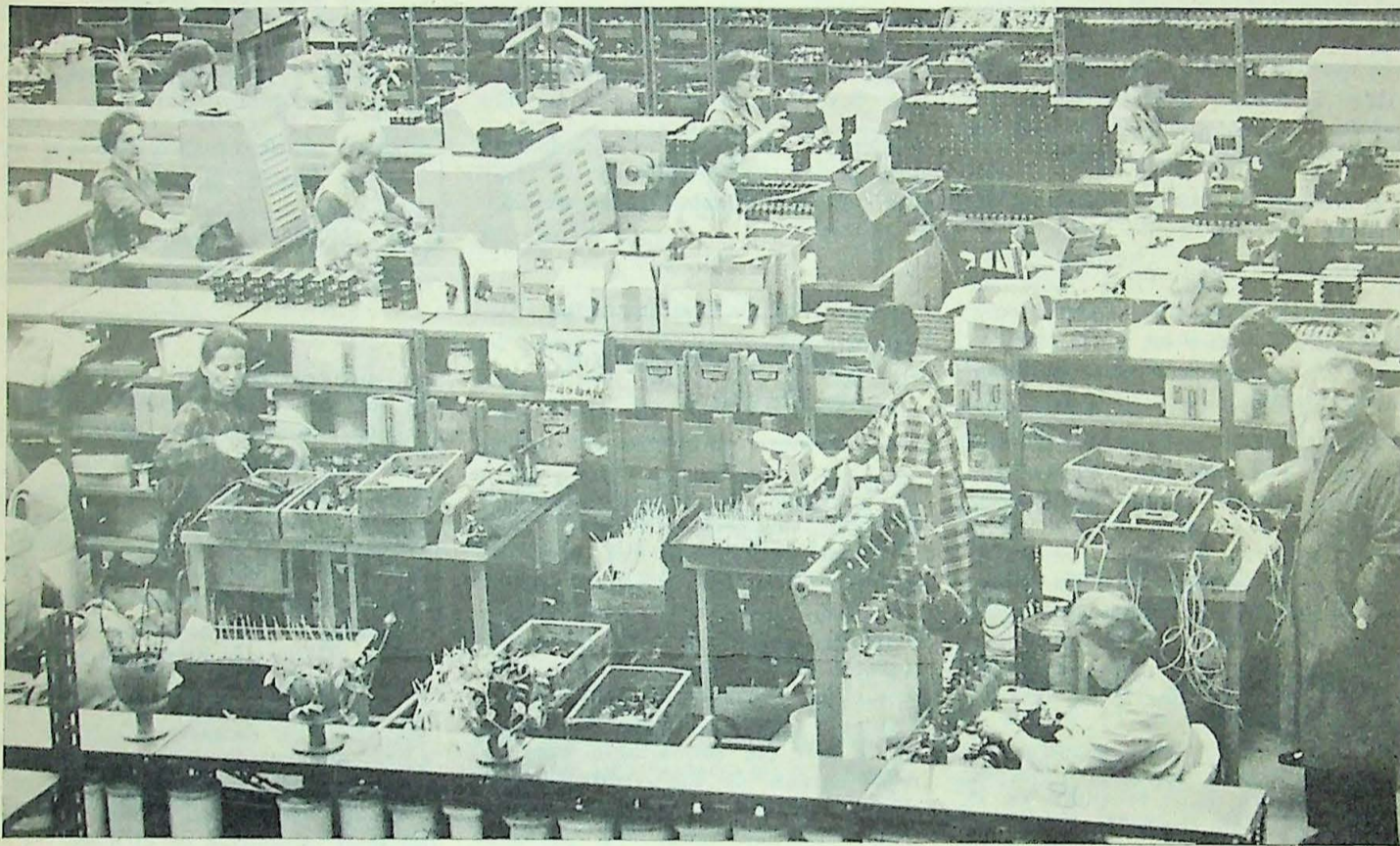


Tribune socialiste

N° 357 / 25 JANVIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

Pour une politique de l'informatique

Gustave Massiah

On ne trouvera pas dans cet article une présentation de l'informatique, de ses possibilités et de ses problèmes mais simplement la définition de l'orientation de ce que devrait être une politique de l'informatique mise au service d'une stratégie socialiste.

Quelques notions d'informatique

Nous entendons par informatique l'ensemble des méthodes, moyens et techniques permettant de traiter automatiquement l'information.

Né de la conjonction d'une science — la théorie de l'information —

et de possibilités techniques économiquement exploitables — la réalisation des ordinateurs électroniques — le développement de l'informatique aura dans l'avenir des conséquences aussi importantes que celles qu'a entraînées, depuis près d'un siècle, le développement de l'énergie.

La théorie de l'information s'est développée à partir du moment où on a su mieux cerner, définir, mesurer, coder et transmettre l'information, en un mot à partir du moment où il a été possible de la quantifier. La théorie de l'information a permis des progrès décisifs tant dans

les domaines scientifiques — biologie, génétique, physique, cybernétique, sciences humaines... — que dans les domaines techniques — télécommunications, réalisation des calculateurs... —.

Les ordinateurs

Les possibilités techniques du traitement de l'information se sont développées de façon considérable au cours des dernières années. Les découvertes de nouveaux procédés se sont accompagnées d'une baisse des

(suite page 8)



Un catalyseur pour la gauche

Daniel Frachon

Les loisirs de la plaisance

Georges Gemmes

Visage de la Bourgogne

Denys Clerc

Robert Cottave nous dit

Jacques Ferlus

Le repli des Anglais

David Boublil

Le théâtre à Lyon

Marie Bellour

Un bateau pour le Vietnam

□ LES POINGS SUR LES I Pour l'exemple

Chaque soir, à genoux au pied de mon lit, je remercie Dieu — un dieu que j'imagine barbu comme Fidel Castro — d'avoir permis que M. Wilson existe.

En effet, M. Wilson ne cesse de nous montrer du doigt, quotidiennement depuis qu'il occupe les honorables fonctions de Premier Ministre et de chef de gouvernement, ce qu'il ne faut pas faire.

M. Wilson n'a rien pour intéresser un quelconque dictateur, oligarche d'Amérique Latine. Par contre, il a tout pour attirer le regard d'hommes qui, en France particulièrement, dialoguent, s'opposent, divergent, à propos du contenu d'un programme commun aux partis de gauche, et d'une tactique et stratégie communes à ces mêmes partis de gauche à définir en vue de son application dès la minute qui suivrait la prise du pouvoir dans notre pays par les forces démocratiques et populaires.

M. Wilson et les travaillistes sont parvenus là où ils se trouvent en promettant au peuple anglais la lune et les étoiles. Nul petit astre n'a été déposé dans les souliers de ce brave et bon peuple. Au contraire aujourd'hui, au nom de l'impérieuse nécessité, on taille dans l'acquis des décades précédentes, on rogne les conquêtes qui ont exigé effort, sacrifice et patience. On joue la tragédie pour éviter que la farce éclate aux yeux de tous.

L'échec de M. Wilson constitue une arme précieuse pour nous. Il prouve qu'on ne peut contenter à la fois la chèvre et le chou. Lorsqu'on se targue de mener une politique disons « réformatrice », éloignée du socialisme mais ne coïncidant pas avec la tradition conservatrice, on doit, si l'on veut faire sérieux, se donner les moyens de cette politique. M. Wilson ne l'a pas fait qui, à travers l'alliance monétaire, se retrouve pieds et poings liés au char sanglant du géant U.S. M. Wilson n'a pu ou voulu s'engager sur les voies des réformes de structures profondes. Cette attitude, qui est celle du « travaillisme » mérite examen et réflexion, lorsqu'elle consiste à considérer le capitalisme comme un vulgaire bobo qu'on peut soigner avec une pommade rose, alors qu'il faut recourir aux opérations chirurgicales, trancher dans le vif, couper le cordon ombilical qui relie la City à Wall Street, le 10 Downing street à la Maison-Blanche. Puisse la gauche française ne pas s'engager demain sur d'identiques terrains minés.

André LAUDE.

□ Guadeloupe : Victimes de la répression

Le comité français de solidarité avec les détenus guadeloupéens, dénonce les lourdes condamnations infligées le 22 décembre 1967 par le tribunal correctionnel de Basse-Terre à l'encontre de 29 Guadeloupéens qui avaient manifesté en mars 1967, contre une agression raciste.

Le comité attire l'attention sur le sort réservé à quelque cinquante Guadeloupéens emprisonnés à Basse-Terre depuis les événements sanglants des 26 et 27 mai 1967 de Pointe-à-Pitre, auxquels il est refusé le statut de prisonnier politique.

Il souligne le fait que sept de ces détenus qui ont fait la grève de la faim se trouvent à l'hospice Saint-Hyacinthe à Basse-Terre dans un état de santé précaire. Toutes leurs demandes de mise en liberté provisoire ont été jusqu'ici systématiquement rejetées.

Il rappelle enfin que dix Guadeloupéens, poursuivis pour délit d'opinion sont encore détenus à la maison d'arrêt de la Santé à Paris et qu'après 8 mois de détention préventive leur sort est, pendant devant la Chambre de contrôle de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat saisie par référé contre une ordonnance de refus de mise en liberté en date du 26 décembre 1967.

La légitimité de l'action des détenus s'inscrit dans le cadre de la lutte du peuple guadeloupéen pour sa totale décolonisation, et leur libération s'impose aux yeux du peuple français comme un devoir de justice. □

□ L'arbitraire continue

On a pu lire dans « T.S. » du 14 décembre 1967, une chronique bibliographique de P. Regnier sur le remarquable livre écrit par Farrugia « Autonomie de la Guadeloupe ».

Dans la meilleure tradition d'arbitraire colonial qui caractérise le comportement du gouvernement vis à vis des D.O.M., les autorités préfectorales ont décidé d'appliquer après de multiples tracasseries, le scandaleux décret du 15 octobre 1960 qui permet aux préfets des D.O.M. de muter d'office et sans préavis un fonctionnaire en métropole, alors qu'aucune faute professionnelle n'a pu être relevée contre lui.

L. Farrugia, professeur agrégé de philosophie au lycée de Basse-Terre, vient d'être muté d'office sans af-

fectation de poste, à compter du 15 janvier 1968 et est prié de rentrer en métropole dans les plus brefs délais.

Les syndicats d'enseignants ont déjà déposé à Pointe-à-Pitre un avis de grève d'une durée illimitée. Il est à craindre toutefois que si une action énergique n'est pas engagée, cette mesure ne soit qu'une atteinte de plus aux libertés les plus élémentaires comme le montraient les sanglants événements qui ont fait plus de 20 morts à Pointe-à-Pitre en 1967.

Quoi que prétende hypocritement le gaullisme, le fait colonial est toujours là, présent, et nous en sommes tous responsables. Quant aux gaullistes, l'histoire finira bien par leur montrer qu'on ne soigne pas une fièvre en s'en prenant au thermomètre. □

« Autonomie pour la Guadeloupe » est en vente au siège de « T.S. », 56, boulevard Garibaldi, au prix de 17 francs.

□ L'autodétermination des éleveurs

L'élevage, en France, apporte 60 % des ressources à 1.500.000 exploitants. Mais les éleveurs se trouvent en majorité dans la petite exploitation familiale. Ils assurent l'essentiel de la production des régions dites marginales. Au sens même des organisations agricoles ils n'ont pas toujours été soutenus comme il eût été souhaitable par les représentants de l'agriculture riche du bassin parisien, alliés du capitalisme et assez facilement prêts à composer avec le pouvoir dès lors que leurs propres intérêts sont sauvegardés ou même favorisés.

Les éleveurs forment donc, en quelque sorte, une majorité disposant de petits moyens, dominée par une minorité (céréaliers, betteraviers) bien représentée et dotée de puissants moyens financiers.

Une démission récente, appelle notre attention. Marcel Bruel, abandonne le poste de secrétaire général de la F.N.S.E.A. (*) qu'il occupait depuis 7 ans. Pourquoi ce départ ?

Marcel Bruel, Aveyronnais tenace avait gravi en lutteur tous les échelons de la hiérarchie syndicale. Il était arrivé à Paris accompagné de tous les espoirs que mettaient en lui les éleveurs de France. Mais représentant l'agriculture pauvre, il fut longtemps plus « toléré » qu'aidé et il ne disposa pas, pour l'élevage, des moyens aussi puissants que ceux mis à la disposition des betteraviers-céréaliers. La révolte des paysans bretons, la généralisation des manifestations parfois violentes, en octobre dernier, ont fait apparaître la détermination des éleveurs. Bruel,

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

bien qu'ayant dit qu'il ne terminerait pas son mandat pour d'autres raisons, a attendu son heure. Aujourd'hui il démissionne pour se consacrer à l'organisation des éleveurs. Ceux-ci vont voter, dans toutes les communes pour élire des représentants, dès le début de février et avant le congrès de la F.N.S.E.A. qui se tiendra à Toulouse les 21-22-23 février. (Cette décentralisation et le choix de cette ville ne marquent-ils pas une orientation ?)

Les éleveurs sauront-ils, s'appuyant sur le syndicalisme général, créer une organisation spécialisée, solidement structurée et efficace ?

Sauront-ils, par leur vote, renouveler l'inefficace équipe actuelle de la confédération de l'élevage dirigée par Hervieu, gros herbager-céréalier de l'Eure, trop peu soucieux des intérêts des petits ?

Sauront-ils faire cet indispensable regroupement ? Ils sont une force.

Choisiront-ils Marcel Bruel pour assurer cette réorganisation ?

Quant à nous, nous croyons le moment venu pour une nouvelle organisation, plus démocratique, de mettre en échec l'alliance des riches intérêts dont les moyens puissants ont favorisé une agriculture au détriment de l'autre, celle qui fait vivre tant de familles paysannes. □

(*) F.N.S.E.A., Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Chaque semaine lisez :
" Tribune Socialiste "


Editorial

Un catalyseur pour la gauche

Daniel Frachon

N'en déplaise à M. Robert Poujade lorsque dans une famille « même heureuse » le chef est âgé, le partage de l'héritage l'emporte sur toutes les autres préoccupations. Le fait qu'au moment où M. Poujade se voit porter à la tête de l'U.D. V° on assiste à une nouvelle escalade de M. Giscard d'Estaing démontre s'il en était besoin, quelles sont les préoccupations essentielles des différents clans qui composent la majorité.

D'un côté l'U.D. V° essaie de se mettre en position favorable pour s'accaparer la totalité du pouvoir, de l'autre Giscard d'Estaing s'organise pour contester cette tentative de monopolisation. Quels que soient les péripéties et le dénouement de cette querelle de famille, il n'en demeure pas moins que l'élection de M. Poujade, comme du reste les prétentions affichées par Giscard d'Estaing, mettent en évidence les mutations qui sont intervenues au sein de la droite. Celle-ci a pris conscience des difficultés qu'elle avait à surmonter pour conserver le pouvoir. Elle tente donc de s'organiser pour faire face aux échéances qui commencent à se profiler à l'horizon.

Divers commentateurs mettent en évidence les progrès réalisés par rapport à un passé récent. La droite a renouvelé ses hommes, ses méthodes et ses structures, mais il lui reste à surmonter ses contradictions notamment dans le domaine international, il lui faudra éviter que les ambitions de ses chefs ne fassent capoter la constitution de ce grand parti conservateur vers lequel elle s'oriente. Il n'y a donc pas lieu de « s'extasier outre mesure de voir le parti de la majorité se rajeunir. Il ne faut surtout pas croire que deux hommes change-

ront le sort des travailleurs de notre pays et qu'ils seront soucieux, parce que jeunes, des véritables intérêts des Français ».

La droite reste la droite, elle n'a pas changé de nature ni d'objectifs en renouvelant ses hommes et ses méthodes, elle s'est simplement donné les moyens de sa politique.

De toute façon, s'ils participent au pouvoir, ils ne le détiennent pas encore. Ceux qui l'exercent sous l'autorité du Général ont également quelque appétit. Gageons qu'ils ne se laisseront pas déposséder facilement de ce qu'ils tiennent déjà en partie. Elle est de ce fait plus difficile à combattre.

Les mutations de la gauche sont plus lentes et moins spectaculaires. Les raisons de cette lenteur sont nombreuses mais la plus évidente est sans conteste l'absence d'un catalyseur puissant. La droite a le Général, la gauche elle, ne peut compter sur un homme providentiel. C'est du reste contraire à sa nature. Il lui faut tabler sur un processus démocratique donc plus compliqué et plus lent.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'elle se soit moins renouvelée que la droite, dans ses hommes, dans ses structures et dans ses méthodes. Malheureusement ceci n'est pas facile à expliquer à une opinion impatiente d'autant que les fausses manœuvres de toute sorte, compliquent et retardent une évolution si confuse à percevoir.

Bien entendu la mutation est amorcée, mais il est quelque peu paradoxal que l'évolution du

« parti du mouvement » soit plus lente que celle du parti conservateur.

Pour notre part nous pensons qu'il est possible d'accélérer ce mouvement et que le meilleur moyen d'y parvenir c'est d'abord de lui fournir un catalyseur. Le seul catalyseur possible pour la gauche, c'est le programme commun, c'est-à-dire un projet politique complet, qui permette au pays d'amorcer sa marche vers le socialisme. Ce projet doit être crédible, c'est-à-dire compatible avec son niveau économique, et mobilisateur pour les travailleurs, c'est-à-dire contenir les transformations sociales, économiques et politiques qui leur donne l'assurance qu'il ne s'agira pas d'un simple programme dit de « rénovation démocratique ».

A partir d'une telle plateforme on est à peu près sûr de provoquer dans le pays un élan réel, durable et suffisamment fort, qui peut seul permettre à un gouvernement de gauche de surmonter la plupart des difficultés qu'il rencontrera.

Bien entendu la gauche n'est pas encore arrivée à ce stade.

C'est à notre avis une question de temps et de procédure. Le contentieux interne de la gauche est lourd, important, donc il faut du temps pour le résoudre. Se mettre d'accord sur un programme qui vise à transformer la société c'est plus difficile que de se mettre d'accord sur un programme qui vise à conserver les choses en l'état.

Enfin la procédure suivie peut être plus ou moins porteuse de dynamisme, peut permettre d'atténuer plus ou moins les divergences passées. Celle adoptée en l'occurrence par nos deux partenaires F.G.D.S. et P.C. ne répond plus à notre avis aux exigences de rapidité en la matière, elle ne nous garantit pas non plus qu'elle aboutira à un programme de transition vers le socialisme, enfin, elle n'encourage pas les travailleurs à se mobiliser derrière la gauche. Qu'on nous entende bien, il ne s'agit pas de condamner une procédure qui a eu le mérite de dégeler les forces de gauche, d'amorcer le dialogue sur le pro-

gramme, de surmonter quelques difficultés, mais simplement de constater qu'il y a nécessité aujourd'hui d'aller plus loin. Aujourd'hui, la meilleure procédure consiste à l'élaboration du programme d'ensemble des forces de gauche ; ainsi chacune d'elle se sentira directement concernée, chaque homme, chaque femme de gauche, quelle que soit la famille dont ils se réclament, se sentira engagé.

A la procédure du ralliement que nous proposons pour l'instant les deux grands de la gauche, il faut substituer une procédure de large consultation : c'est là le premier pas indispensable qui rendra crédible l'aspiration de la gauche à gouverner. Si la Fédération et le P.C. ne prennent pas conscience de cette nécessité, s'ils s'enferment dans une discussion à deux, non seulement ils se privent volontairement de l'appoint des forces qui sont nécessaires à la conquête du pouvoir par la gauche et par là prennent la responsabilité de l'échec, mais encore ils encourent le risque de voir cette discussion tourner court ou au mieux, aboutir à un programme auquel il nous faudra peut-être souscrire par discipline, donc sans enthousiasme. Pour sa part le P.S.U. n'entend pas se laisser entraîner vers une telle impasse. C'est pour cela qu'il porte le débat devant l'opinion publique.

La gauche se doit de reprendre l'offensive sur le terrain où elle est sûre de gagner. Il faut qu'elle explique aux Français pourquoi elle entend conquérir le pouvoir et ce qu'elle fera quand elle pourra l'exercer. Alors les arguments qu'utilise aujourd'hui le pouvoir à son encontre et qui trouvent un écho certain dans l'opinion publique tomberont d'eux-mêmes. Alors il sera possible de convaincre les travailleurs que la gauche est capable de diriger le pays puisqu'elle aura été capable de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement.

C'est pour l'instant l'essentiel, après il sera toujours temps de penser à régler les autres problèmes, notamment de rechercher les garanties nécessaires à la solidité de l'alliance des forces de gauche. □

□ Pompidou prépare l'après-gaullisme

Lucien Saintonge

Tel Diogène qui « cherchait un homme », M. Pompidou a enfin trouvé un secrétaire général pour le parti gouvernemental. En effet, après les résultats peu rentables de M. Baumel qui se sont soldés par le recul électoral du gaullisme, l'Union des Démocrates pour la V^e République — nouvelle étiquette d'un produit qui reste identique — était dirigée depuis mai 1967 par un exécutif collégial de 5 secrétaires (Jean Charbonnel, André Fenton, Robert Poujade, Jean Taittinger et René Tomasi).

Le nouveau titulaire, M. Robert Poujade (ne pas confondre avec le papetier de Saint-Céré) n'est pas connu du grand public. Il ne se rattache apparemment pas à une tendance déterminée d'une famille mal unie. Il n'est pas non plus un des leaders historiques, un « gaulliste de toujours », bien qu'ayant une référence du militantisme gaulliste depuis 20 ans. Toutes ces raisons expliquent son « élection », ou plutôt son adoption par le comité central, étant le « candidat officiel » du Premier Ministre. Il correspondait bien aux normes requises, au « portrait-robot » tracé par M. Pompidou pour tenir un rôle d'avance bien défini, à la tête d'un parti qui lui-même présente des aspects bien particuliers.

L'oligarchie intérieure

M. Poujade ne risque pas d'établir son pouvoir personnel sur le mouvement ou d'assurer la mainmise d'un plan sur l'appareil. Ce n'est certes pas cela qu'on lui demande.

Car les vrais leaders de l'U.D. V^e République sont ailleurs : ils sont au gouvernement et dans le cercle étroit des dirigeants qui forment « l'entourage » du général, interprètent et mettent en œuvre une politique qui s'élabore dans les brumes et la solitude de l'Élysée. Le gaullisme est avant tout 30 ou 40 personnes, une caste dirigeante unie dans la fidélité à l'homme providentiel, par des liens personnels datant de la France libre ou de l'épopée moins glorieuse du R.P.F. ou de la « traversée du désert ». Ces hommes tiennent les postes clés de l'appareil d'État. Les autres gaullistes se disputent ce qui reste du pouvoir.

Cet aspect oligarchique de l'U.N.R.-U.D.T., la référence constante au chef charismatique des gaullistes de stricte obédience, réduisent donc le secrétaire général du parti gaulliste à n'être qu'un simple fondé de pouvoirs, un bon administra-



Robert Poujade

A.F.P.

teur porte-parole des positions de la majorité qui se confondent avec la politique du pouvoir personnel. Il doit d'autre part, avoir assez de diplomatie pour arbitrer les conflits qui s'élèvent entre les clans de la « famille ». Les quelques velléités, faisant du secrétaire général de l'U.N.R. un véritable chef politique ont toujours échoué et, mis à part le long règne de M. Baumel, la direction de l'U.N.R. a connu une instabilité chronique qui n'a rien à envier à la IV^e République. Cette instabilité est le reflet des conflits latents qui ont toujours divisé le gaullisme depuis 1958 (notamment au moment de la guerre d'Algérie) et qu'à l'heure actuelle sont sous-tendus à toute discussion sur l'avenir du régime et l'après-gaullisme.

La succession est déjà ouverte

En effet il ne faut pas s'y tromper : le congrès de Lille en novembre dernier a eu beau réaffirmer l'unité du gaullisme en essayant d'attiser la flamme de fidélité au général, le « compagnonnage » jetant à nouveau l'anathème contre la IV^e République déjà bien loin pour les jeunes générations, il n'en a pas moins laissé paraître les divisions profondes de la majorité et la course à la succession que s'apprentent à livrer les différentes fractions. La division entre les « gaullistes de foi » (Malraux, Michelet) et les doctrinaires, Debré d'un côté, et les opportunistes de l'autre, groupés derrière le sourire rassurant de M. Pompidou, était déjà connue. La semi-dissidence de Giscard qui s'était déjà démarqué pour l'après-gaullisme, mais est peut-être parti trop tôt, la fronde des gaullistes de gauche (« Nous n'irons pas à Lille ») divisés en de nombreuses petites organisations, éter-

nels déchirés qui bénéficient pourtant du soutien tacite du général de Gaulle (cf. le mythe de l'intéressement) correspond à des contradictions réelles de nature idéologique et politique ajoutées à des rivalités de personnes.

La commune hostilité au système d'antan, la réaffirmation de la fidélité au grand homme, le refus officiel d'envisager l'avenir que l'on prépare pourtant en coulisses, ne peuvent plus tromper personne. La majorité n'est plus qu'une communauté négative que le réveil de l'épouvantail anticommuniste essaie de regrouper autour de la conservation sociale.

Mutation du gaullisme ?

Dans ce contexte où l'avenir s'annonce difficile, M. Pompidou tente d'assurer la succession. Il a acquis en effet comme Premier Ministre une indéniable audience en se faisant le fidèle interprète du général et en manœuvrant habilement entre sa droite et sa gauche. Pour cela, il compte sur la mutation lente qui se fait jour depuis quelques années au sein du parti gaulliste. Il table sur les « nouveaux gaullistes », ceux qui n'ont pas participé au *cursus honorum*, et pour qui la fidélité à la croix de Lorraine, si elle est importante, n'est pas la motivation fondamentale. La lente montée de ces hommes nouveaux, qui pensent d'abord en termes d'efficacité, a bien été montrée dans la remarquable étude que M. Jean Charlot a consacrée à l'U.N.R. (1). Ils tiennent déjà 58 % des postes de secrétaires de fédérations départementales de l'U.D. V^e République et 40 % des sièges des parlementaires de la majorité. M. Pompidou espère donc s'appuyer sur cette nouvelle génération, jeunes « cadres » et technocrates ambitieux, qui a déjà ses représentants dans les allées du pouvoir (tels M. Jacques Chirac au gouvernement ou M. Jean Charbonnel à l'U.D. V^e République).

L'accession de M. Robert Poujade au secrétariat général peut donc acquiescer dans ces conditions sa signification réelle. « Nouveau gaulliste », il est chargé en collaboration avec le Premier Ministre d'assurer une transition qui s'avère difficile pour maintenir la droite moderne opportuniste et néo-radical au pouvoir dans la phase post-gaulliste. Les succès électoraux de M. Poujade (il enleva le siège de Dijon au chanoine Kir en mars 1967) redonneront-ils du « punch » à une majorité qui craque et qui sent qu'elle n'a plus le vent en poupe ?

Il est plutôt probable qu'une fois l'unité derrière le chef incontesté disparue, un processus de désintégration s'amorcera. La parole sera alors à la gauche et au socialisme. □

(1) Jean Charlot : l'U.N.R. Etude du pouvoir au sein d'un parti politique. Cahier de la fondation nationale des sciences politiques, 1967. (Nous reviendrons sur cet ouvrage fondamental.)

□ Les Juifs et octobre

Jean-Pierre Antébi

« Les Nouveaux Cahiers » (*), revue publiée sous les auspices de l'Alliance Israélite Universelle, viennent de publier un numéro consacré à la révolution d'Octobre. Le thème « La Révolution de 1917 a-t-elle libéré les Juifs » méritait d'être traité à une époque où beaucoup de milieux s'inquiètent des effets qu'aura sur une population traditionnellement antisémite, une campagne dont on arrive difficilement à se convaincre qu'elle est uniquement anti-israélienne.

« L'histoire d'une infamie », étude fort documentée de M. G. Weill de l'histoire des Juifs sous les Romanov, l'article de Mme M. Reberieux sur Jaurès et Kichinev, cette ville dont la population juive fut massacrée en 1903, le discours mal connu que Jaurès prononça le 26 juin 1903 à Paris à ce propos, situent les origines du problème. Léon Leneman nous explique l'espérance révolutionnaire du prolétariat juif qui prit une part active dans la révolution, tandis que Léon Berger dirigeant communiste palestinien, à l'époque du mandat britannique, qui fut arrêté en 1935 lors d'une visite à Moscou et qui passa 21 ans dans les camps sibériens, nous apporte son témoignage.

On lira avec intérêt l'article de M. Sperber sur « Le destin d'une littérature », mais l'on retiendra surtout l'éditorial de M. R. Marienstrass.

Celui-ci nous fait saisir le sens véritable de ce qui restera le plus grand échec d'Octobre : « L'incapacité du communisme à résoudre la question juive ». A la surprise générale écrit-il les Juifs profitent de leur émancipation, non pour s'assimiler, mais pour développer leur culture nationale, c'est le second « âge d'or » du Judaïsme, l'âge d'or du Judaïsme laïque qu'il situe entre 1920 et 1935. En fait de la prise du pouvoir par les Bolcheviques à la terreur stalinienne. □

* 5 F, 45, rue La Bruyère, Paris 9^e.

LES DIFFERENTS SECRETAIRES GENERAUX DE L'U.N.R. DEPUIS 1958

Oct. 1958 - Février 1959 : M. R. Frey.
Fév. 1959 - Nov. 1959 : M. A. Chalandon.
Nov. 1959 - Mars 1961 : M. J. Richard.
Mars 1961 - Mai 1962 : M. R. Dusseault.
Mai 1962 - Déc. 1962 : M. L. Terrenoire.
Déc. 1962 - Mai 1967 : M. J. Baumel.
Mai 1967 - Janv. 1968 : Exécutif collégial.

Maisons de jeunes et de la culture

Carte d'identité

Chantal Rudali

Ces deux dernières années ont vu s'accroître de façon notable l'intérêt porté aux jeunes, à leurs loisirs et, par voie de conséquence, à ce dont ils disposaient effectivement pour se distraire ; le sigle M.J.C. est donc devenu d'un usage relativement courant.

On parle beaucoup des *Maisons de Jeunes et de la Culture* mais, la plupart du temps, sans savoir exactement de quoi il est question, ni comment et par qui ces M.J.C. peuvent être créées.

Un moteur à cinq temps

La création d'une M.J.C. se déroule habituellement en cinq temps. Au cours d'une première réunion constitutive, un bureau est formé, composé de tous ceux ayant manifesté le désir de prendre une part active à la mise en place des structures.

Cette réunion est suivie d'une déclaration à la Préfecture et à la Fédération Française des M.J.C.

Dans un troisième temps, l'affiliation de la M.J.C. à la Fédération en tant que « M.J.C. stagiaire en création » est annoncée au *Journal Officiel*. De « M.J.C. stagiaire en création », on passe au stade de « M.J.C. stagiaire en fonctionnement ». Puis, après un temps plus ou moins long permettant à la M.J.C. de faire, en quelque sorte, ses preuves, il y a affiliation définitive de la M.J.C. à la Fédération Française et, éventuellement, à la Fédération départementale.

Les statuts de la M.J.C. la définissent comme « une association d'éducation populaire » ouverte à tous : jeunes comme adultes, individus isolés comme mouvements de jeunesse, et mettant à la disposition de la population un centre d'accueil et un certain nombre d'activités récréatives et éducatives.

Cette association comprend :

- des membres de droit et associés du Conseil d'Administration,
- les usagers régulièrement inscrits,
- les membres honoraires ou fondateurs,
- les membres d'honneur (ce titre pouvant être décerné par le C.A. aux personnes qui rendent, ou ont rendu, des services signalés à l'Association).

L'Assemblée générale, composée des membres de l'Association âgés

de plus de 18 ans et à jour de leur cotisation, se réunit sur convocation du président ou de son représentant :

- en session normale une fois par an,
- en session extraordinaire sur la décision du C.A.

L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé d'un certain nombre de membres, variable selon l'importance de la M.J.C. et comprenant :

- quatre membres de droit (ces membres existent dans toutes les M.J.C. et sont inamovibles) :
- le Maire ou son représentant,
- un délégué de la Jeunesse et des Sports,
- un délégué de la Fédération Française des M.J.C.,
- le directeur de la M.J.C.,
- des membres associés agréés par la Fédération, représentant les groupements locaux intéressés à la culture populaire ou choisis, à titre personnel, en raison de leur compétence particulière ;
- des membres élus renouvelables par tiers tous les ans.

Le C.A. se réunit sur convocation du Président :

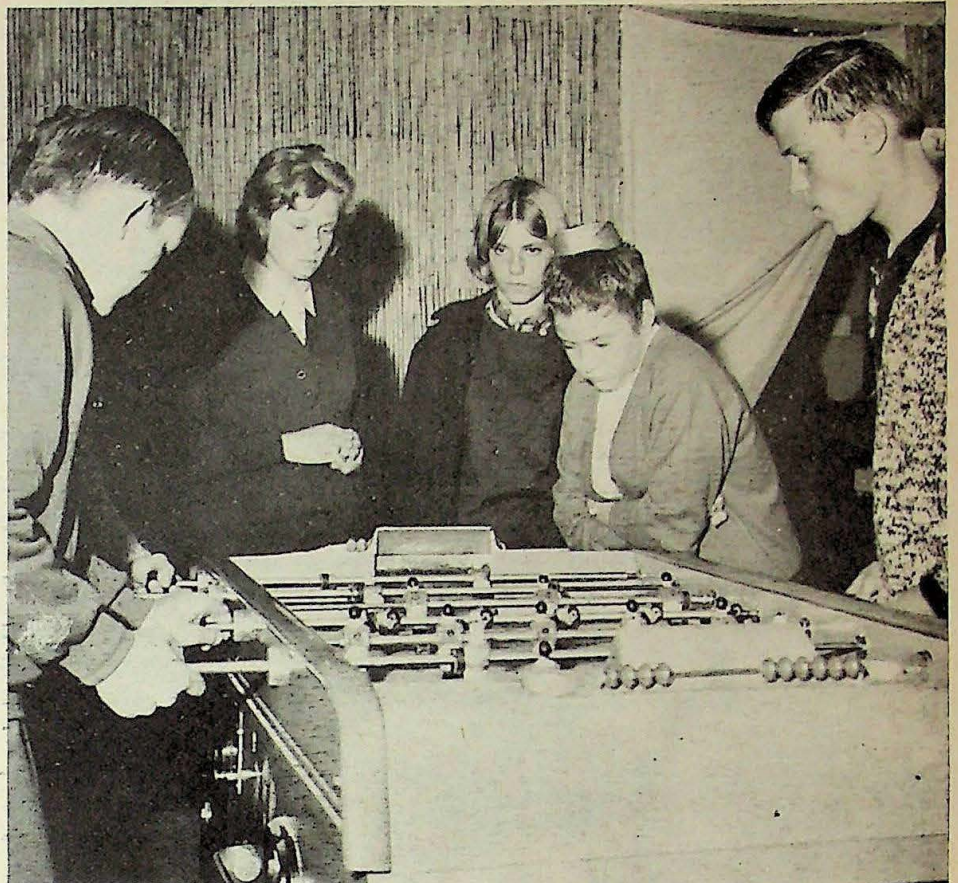
- en session normale au moins une fois par trimestre,
- en session extraordinaire lorsque son bureau le juge nécessaire.

Le C.A. élit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau qui exécute ses décisions, mais c'est au C.A. que revient la charge de régler la marche générale de la Maison.

Les règlements intérieurs préparés par le C.A. et adoptés par l'A.G. doivent être soumis à l'approbation du Ministre de l'Éducation nationale, par l'intermédiaire de la Fédération Française des M.J.C.

Les recettes annuelles de la M.J.C. sont composées :

- des cotisations et des souscriptions de ses membres,
- de subventions de la Fédération Française et de la Fédération Départementale,
- de subventions de l'État,
- de subventions des départements de la ou des communes intéressées,
- de subventions des établissements publics.



Collombert

Maintenir le contact humain.

Une crise de croissance

L'augmentation rapide des M.J.C. (entre 1945 et 1966 leur nombre est passé de 45 à 784) pose de nombreux problèmes. Les conditions financières ne permettent pas de former un nombre suffisant d'animateurs permanents, de sorte que les animateurs bénévoles sont obligés d'assumer des responsabilités trop lourdes pour eux. En effet, le rôle des animateurs bénévoles ne devrait consister qu'à épauler les animateurs permanents dont la fonction est essentielle et irremplaçable, et dont la valeur donne à la M.J.C. son véritable rayonnement.

La tâche du Directeur de la M.J.C. est triple ; il s'agit pour lui d'être à la fois :

- un administrateur,
- un éducateur,
- un agent de relations publiques.

Il convient d'insister sur ce rôle « d'agent de relations publiques » ; en effet très souvent, et la plupart du temps sans raison valable, un certain discrédit est jeté sur la M.J.C. par la population adulte qui se refuse à voir en elle autre chose qu'un endroit où les jeunes peuvent se rencontrer... et faire tout ce qu'ils n'ont pas la possibilité de faire chez eux.

C'est à l'animateur permanent que revient le rôle d'informateur. C'est à lui d'utiliser tous les moyens pour faire connaître autour de lui la M.J.C., ses activités, ses efforts, ses espoirs.

Un autre problème, posé par la multiplication des M.J.C., est celui

de l'éloignement relatif du centre fédéral. Les rencontres, les contacts humains, sont remplacés par des liaisons administratives et les responsables locaux, comme les animateurs, se trouvent privés des conseils et des encouragements dont ils ont besoin.

Construire cela est beau, certes, mais encore faut-il pouvoir conserver l'équilibre entre les besoins et les réalisations, l'équipement et l'animation ; encore faut-il pouvoir envisager de façon parallèle un fonctionnement sérieux et une permanence efficace. En fait d'efficacité, celle des délégués régionaux, en nombre insuffisant et submergés de travail, se révèle souvent douteuse.

Depuis le mois de juin 1967 un nouveau problème, et ce n'est pas le moindre, se pose à la Fédération : celle-ci a, en effet, été amenée à créer de nouveaux postes entièrement laissés à la charge des communes. Avant juin 1967, les directeurs étaient appointés 50 % par les communes et 50 % par la Fédération. Cette décision risque de couper tous les liens entre les M.J.C. et la Fédération et d'assurer un contrôle peut-être trop étroit des communes sur les M.J.C.

Tous ces problèmes auxquels la Fédération se trouve confrontée risquent de nuire à son développement et elle en est elle-même parfaitement consciente. Aussi souhaite-t-elle, ainsi que nous l'expose le rapport moral pour l'année 1966, par un « double plan socio-culturel » prévoyant équipement et animation, transformer ses propres structures afin d'augmenter son efficacité. □



Quand le « Kir » est tiré.

Agip

Décolonisation de la province

Coup d'œil sur la Bourgogne

Denys Clerc

La Bourgogne : tout un folklore est évoqué par ce nom : le chanoine Kir, les joyeux vigneron, le Tastevin, Charles le Téméraire, bien d'autres images encore — qui penserait que la région Bourgogne, formée de la Nièvre, de l'Yonne, de la Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or, pose aujourd'hui d'angoissants problèmes, à l'instar des régions périphériques de notre hexagone ? C'est que la Bourgogne est tiraillée entre des influences diverses : Paris, bien sûr, qui exerce son attraction sur l'Yonne et la Nièvre, Lyon sur la Saône-et-Loire, Besançon, Sochaux-Montbéliard sur la partie nord de la région. Et au milieu de ce tissu distendu, écartelé, sans unité, un bloc : le Morvan, aux routes sinueuses, qui accentue le manque d'homogénéité d'une région formée de morceaux disparates. Si l'histoire et le vignoble ont donné à ce fourre-tout un nom, « la Bourgogne » l'histoire tout comme le vin ne concernent qu'une petite partie de l'ensemble : Dijon et sa région naturelle essentiellement.

Dépasser le passé

Quels problèmes se posent à cette région qui ne peut plus vivre seulement sur son passé ? Trois réalités s'imposent :

● La Bourgogne est une région en retard : près de 300 000 bourguignons ont été « aspirés » vers Paris depuis 1870, faute d'emplois, faute de logements, faute de débouchés pour les cadres. Les industries y sont petites en général : la seule agglomération industrielle d'importance : Le Creusot-Montceau-les-Mines est en plein déclin, tandis qu'une politique systématique d'hostilité envers les grandes entreprises a découragé nombre d'entre elles. De même la Chambre de Commerce a fait pression pour qu'une zone industrielle longeant le canal de Bourgogne soit découpée en parcelles longitudinales de faible largeur : la politique des salaires pratiquée par les « familles » industrielles a ses exigences. Au total, 24 établissements seulement ont plus de 500 salariés, et 16 se trouvent en Saône-et-Loire. Il est donc normal

que les salaires bourguignons ne se situent qu'à 81 % de la moyenne nationale des salaires, se plaçant juste avant la Corse, le Limousin, la Champagne et la Bretagne. Cette politique malthusienne poursuivie avec constance par tous les responsables ou presque et, en premier lieu, par les notables dijonnais, fait que le déficit d'emplois pour la Bourgogne sera au minimum de 20 000 en 1970. Faibles salaires, industries « familiales », ateliers de fabrication et exode de la matière grise, inquiétudes pour l'avenir, voilà bien quatre caractères d'un retard économique inquiétant. « Colonisation » ou « sous-développement », le terme importe peu. Ajoutons-y des équipements universitaires insuffisants : déjà aujourd'hui 32 % des étudiants bourguignons sont inscrits ailleurs qu'à Dijon ; que sera-ce dans quelques années, si les programmes d'agrandissement prévus sont insuffisants. Ajoutons-y aussi un équipement sanitaire inférieur à la moyenne (6,18 lits d'hôpital pour 1.000 h en Côte-d'Or et 5,20 dans la Nièvre, contre 6,70 pour la France entière), une formation professionnelle encore très en retard, et insuffisamment adaptée aux besoins. Un habitat vieilli (60 % des logements sont antérieurs à 1870), sans confort (54,2 % des appartements seulement ont l'eau dans l'appartement, et 7,9 % une salle de bains), et surpeuplé (pour près de 40 %). Enfin une dépendance de plus en plus étroite envers Paris, véritable centre nerveux de la Bourgogne, et il est clair que les bons mots du Chanoine Kir masquent une situation grave et qui s'aggrave.

Le désert Côte-d'orien

● La Bourgogne est une région déséquilibrée : la moitié du département de la Côte-d'Or vit à Dijon et dans son agglomération. A l'autre extrémité de la région, Chalon-sur-Saône joue le même rôle de pompe aspirante. L'étape suivante est le départ pour Lyon-Grenoble. L'« écrémage » est continu et touche surtout les jeunes, notamment les plus qualifiés d'entre eux. La ville de Dijon porte une responsabilité particulièrement lourde : 20 ans de gestion conservatrice, de royaume sans partage de la droite ont fait de la capitale de la Bourgogne une ville hypertrophiée par rapport à son arrière-pays, à tel point que l'on a pu parler du « désert côte-d'orien » : pas de villes-relais, mais une politique systématique de grandeur qui a aspiré les forces vives de toute la région et monopolisé les crédits d'équipement. La volonté affirmée par les responsables municipaux de doubler la population de la ville en 20 ans est irréaliste et dangereuse. Que peut faire une ville qui vise à un rôle de capitale régionale si elle ne peut innover un arrière-pays... qui n'existera plus ? Toute une série de micro-régions sont délibérément sacrifiées à cette politique en partie inconsciente :

● Le développement de Dijon est

poursuivi de manière anarchique : la politique de grandeur pourrait au moins s'expliquer si elle aboutissait à donner à Dijon une dimension et un poids conformes à ses ambitions. Il n'en est rien. Nous avons déjà mentionné la « peur » des gros, c'est-à-dire le refus d'accepter sur les zones industrielles des entreprises supérieures à une certaine taille. Il en résulte un déséquilibre profond entre un secteur industriel stagnant de petites et moyennes unités, essentiellement ateliers de fabrication à main-d'œuvre peu formée, et un secteur administratif ou étatique en pleine expansion : tertiaire agricole, administrations régionales, P.T.T., S.N.C.F. : 58 % des emplois tertiaires du département sont concentrés à Dijon. Cette importance « administrative » ne fait pas pour autant de Dijon une véritable métropole d'équilibre car tous les pouvoirs sont concentrés à Paris et l'autonomie de décision est toute théorique. Enfin, nous avons parlé plus haut de la politique de grandeur : Dijon s'est doté d'une réalisation de luxe excessivement coûteuse : le fameux lac Kir.

Bâtir demain

Quel avenir alors pour la Bourgogne ? Si la politique actuelle — faite de laisser-faire, d'inconscience et de choix délibérés — continue, on se dirige vers la coexistence d'un axe relativement bien pourvu, fortement peuplé, rejoignant Chalon-sur-Saône à Dijon et à Besançon et une « terra incognita » formée des 2/3 de la région, laissée pour compte et condamnée aux vaches maigres, en attendant — longtemps — le miracle d'un tourisme étalé sur cinq mois.

Sans vouloir faire de l'ensemble du territoire bourguignon un Far West attendant ses pionniers, le simple bon sens montre qu'on ne peut délaisser 2/3 d'une région sans risque de déséquilibre grave. Il est urgent qu'à l'égoïsme et à l'étroitesse de grande ville pratiqués par les notables au pouvoir et les Pouvoirs Publics succèdent une politique consciente d'aménagement du territoire, par une répartition des tâches, un développement harmonisé des possibilités de chaque micro-région. C'est là l'affaire politique qui ne s'accorde guère avec les « affaires ». Trop d'intérêts sont en jeu pour qu'un changement à court terme puisse intervenir. Et pourtant la tâche est urgente : le rendez-vous est pour les prochaines municipales. Les Dijonnais deviendront-ils vraiment des bourguignons responsables de leur avenir ou demeureront-ils les spectateurs trop passifs d'un développement économique médiocre qu'ils ont été jusqu'à présent.

Cette politique ne satisfait guère.

(* Voir « Combat socialiste en Bourgogne », n° 4-5 — L'Avenir de la Bourgogne, 1 F. P.S.U., Hôtel des Sociétés, 7, rue Dr-Chaussier, Dijon.)

Navigation de plaisance

Qu'est-ce qui fait courir Tabarly ?

Georges Gemmes

Notre collaborateur Georges Gemmes, qui a été équipier d'Eric Tabarly sur Pen Duick II fait ici, à propos du 7^e Salon international de la Navigation de Plaisance qui s'est tenu à Paris du 12 au 22 janvier 1968 le point de ce qu'est la plaisance en France et de ce qu'elle pourrait être.

Si vous voulez savoir ce qui fait courir Tabarly, ne vous attendez pas à trouver la réponse au Salon nautique. Ses visiteurs le déforment comme ses usagers déforment la plaisance, on y voit des bateaux morts, aux coques sèches, aux voiles froissées et pendantes. Malgré le néon et le clinquant publicitaire, ils sont l'image d'une plaisance figée, étouffée par le couvercle que font peser sur elle de tristes yachtsmen imbus de signes extérieurs de réussite.

Bien sûr, d'un point de vue technique, le Salon nautique international de Paris fait chaque année des progrès et celui-ci, qui est le 7^e, offre sans aucun doute une échantillonnage de modèles très intéressant. Ce qui gêne, c'est qu'une pseudo-tendance à la démocratisation cache la réalité du monde clos, réservé aux initiés. Et les initiés étant ce qu'ils sont...

De la promenade à la course

J'écris cet article pour dire les barrières qu'il nous faudra, qu'il nous faut renverser pour « ouvrir » la plaisance. Disons d'abord ce qu'elle est. Ce n'est pas facile, car elle est beaucoup de choses à la fois. Si nous éliminons (ce n'est encore, hélas, qu'une image !) les armateurs milliardaires se prélassant sur le pont de paquebots privés aménagés luxueusement, pour nous en tenir à la voile, et à la voile accessible ou qui pourrait le devenir, il reste trois branches principales de la plaisance : la promenade, qui est aussi souvent la pêche, la croisière et le sport de compétition. Cette distinction reste d'ailleurs artificielle car la plaisance est plus qu'un loisir ou qu'un sport, elle est presque un mode de vie à l'intérieur duquel on peut, ou on devrait pouvoir passer aisément d'une spécialité à l'autre.

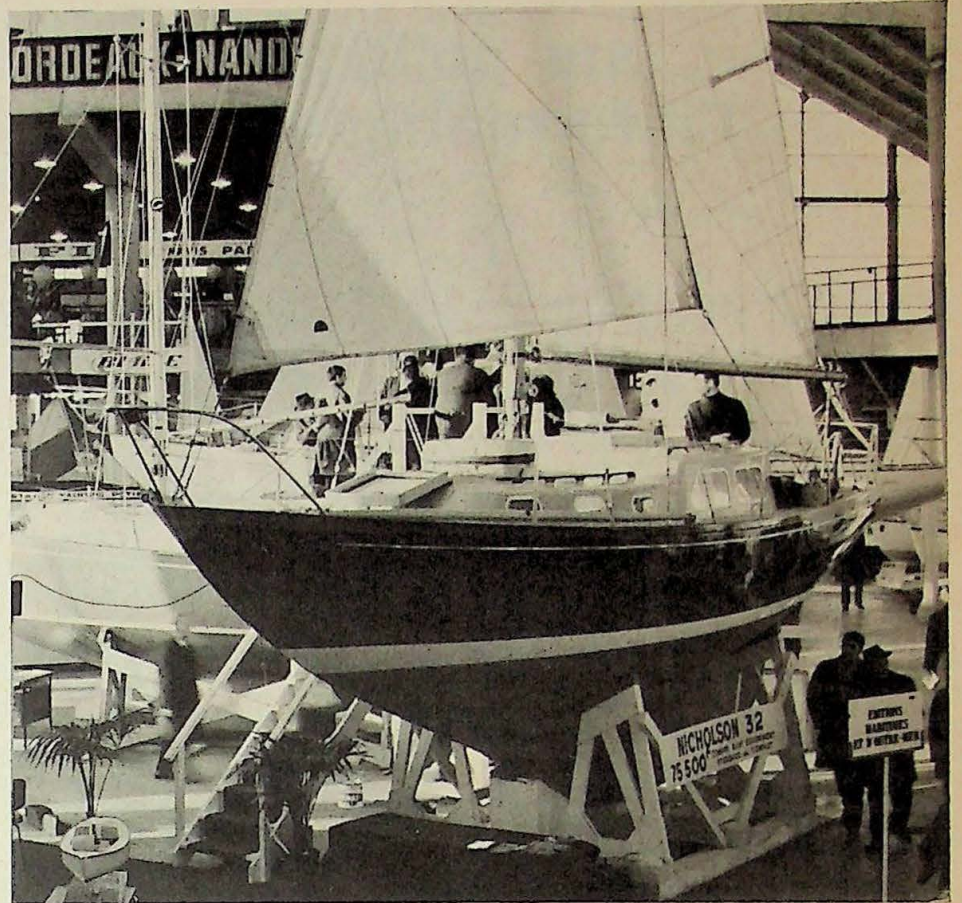
Avec beaucoup plus de chances de succès qu'au salon nautique, vous pouvez chercher dans la « promenade » ce qui fait courir Tabarly, même si vous ne disposez que d'un petit bateau, d'un canot breton de trente ans d'âge que vous aurez vous-même « retapé », vous ressentirez, en le barrant, une impression de même famille, sinon de même intensité que celle qui pousse un Tabarly à aller toujours plus vite, toujours plus loin. Mais si vous n'êtes pas très riche ou suffisamment doué pour parvenir,

malgré tous les obstacles, à la classe internationale, vous avez toutes chances d'en rester à ce stade en l'agréant éventuellement d'un peu de pêche. Supposons en effet que vous vouliez franchir un pas de plus et que vous vouliez tâter de la petite croisière côtière. Supposons aussi que vous ayez la possibilité d'acheter un petit bateau habitable. Vous aurez beaucoup de mal à franchir l'obstacle de l'apprentissage.

Un sport héréditaire

La plaisance est un sport dangereux si on le pratique sans la formation de base nécessaire. Or la France est scandaleusement sous-équipée dans ce domaine. Il existe quelques rares clubs privés ou publics qui ne soient pas fermés par d'infranchissables barrières financières. Il existe aussi la magnifique initiative du Centre nautique des Glénans. « Les Glénans » est le nom d'un petit archipel inhabité situé au sud du Finistère, exactement à quelques kilomètres au large de Concarneau. Sur ces îles se sont installés, il y a une vingtaine d'années, autour de Philippe Viannay, quelques « militants de la voile ». Disposant de quelques bateaux en mauvais état et d'un immense enthousiasme, ils ont réussi le miracle de créer le plus important et le plus célèbre des centres nautiques français en préservant l'esprit militant issu de la Résistance qui avait été celui de l'époque héroïque. Si vous suivez un stage aux Glénans, vous vivrez sous la tente dans des conditions hygiéniques précaires. Lors de votre premier stage, vous serez souvent « de corvée de pluche ou de vaisselle ». Plus tard, pour faire une course-croisière sur l'un des grands et prestigieux bateaux du centre, vous reviendrez peut-être, comme moniteur bénévole. Mais il n'y a hélas qu'un Centre nautique des Glénans et il ne peut former que quelques centaines de plaisanciers. L'immense majorité des Français qui pratiquent la voile ont appris avec leur famille ou avec des amis. C'est cela la principale barrière, plus que l'obstacle financier qui commence à être levé par les nouvelles techniques de construction. La plaisance est encore un sport héréditaire.

Il est donc possible, il n'est qu'à le vouloir politiquement de faire de la voile un sport populaire. C'est ici que l'on reparle d'Eric Tabarly.



Loin de « Moby Dick ».

Tout le monde sait qu'il est breton et qu'adolescent déjà, il navigait seul sur un petit bateau dans la baie de Quiberon. Mais sait-on que sa première expérience de la course hauturière, il la fit, avec l'inconscience des passionnés, sur un antique bateau dont il plastifia lui-même la coque pourrie ? Sait-on que, faute d'argent, ce Pen Duick I n'était pourvu d'aucun des dispositifs de sécurité prévus par les règlements et que de ce fait il ne fut classé à aucune des courses auxquelles il participa. Savaient-ils ces promeneurs qui s'étonnaient du mauvais état de la peinture de Pen Duick II que ce bateau qui venait de gagner la prestigieuse course transatlantique en solitaire constituait d'abord une invraisemblable aventure financière ? Qu'il aurait été construit à peu près entièrement à crédit et payé, une fois la course gagnée, par les conférences et le livre de son propriétaire ? Sait-on que Tabarly commence seulement maintenant à recevoir de l'Etat gaulliste

une aide, d'ailleurs modeste, au titre des dépenses de prestige.

Démocratiser la voile en France, c'est, comme cela se pratique déjà en Scandinavie ou dans certains pays socialistes comme l'U.R.S.S. ou la Tchécoslovaquie, mettre à la portée de tous une façon de passer ses vacances, de pratiquer le plus beau des campings. C'est également ne pas faire obstacle au talent dans le domaine de la compétition. Pour cela il faut mettre en place des organismes collectifs capables de financer et d'entretenir des bateaux mis à la disposition de tous. Seules jusqu'alors, ou presque, quelques trop rares initiatives privées, tentent de répondre à ce besoin (il s'agit de mouvements de jeunesse, d'U.D. syndicales, etc.). Le pouvoir gaulliste quant à lui, préfère favoriser le yachting de luxe en finançant la construction de ports destinés à accueillir les bateaux privés valant plusieurs millions d'A.F. □

Monte-Carlo et son rallye

De différents points d'Europe, deux cent seize équipages ont pris le départ vendredi 19 et samedi 20 janvier du 37^e Rallye de Monte-Carlo.

A l'image des autres grandes épreuves européennes, le classement du rallye s'est modernisé, ne tenant compte que des pénalisations encourues aux contrôles horaires, infligées à l'occasion des contrôles techniques ou au cours des épreuves à moyenne spéciale chronométrées.

Les voitures homologuées ont été réparties en trois groupes : le groupe

1 comprend les voitures de tourisme de série (Renault-Gordini, DS 21...) produites à raison de cinq mille exemplaires minimum par an, le groupe 2 réunit les voitures de tourisme de série (Lancia-Fulvia, HF, BMC, Cooper « S »...) produites à milles exemplaires, et le groupe 3 avec les voitures de grand tourisme construites à cinq cents exemplaires (Porsche 911, Alpine-Renault...).

Cette année la victoire ne devrait pas échapper aux quatre grands constructeurs : BMC, Porsche, Renault et Lancia.

□ Pour une politique de l'informatique

(suite de la page 1)

prix de revient permettant l'exploitation de ces techniques dans des conditions économiques acceptables. De la machine à calculer à la mécanographie à cartes perforées on est passé depuis peu à l'utilisation d'ordinateurs électroniques. Ces derniers, au-delà de leur capacité phénoménale dans le domaine de la complexité et de la rapidité des calculs (l'échelle actuelle de référence est celle de la nanoseconde, soit le milliardième de seconde) ont la possibilité d'effectuer des choix simples par référence à un « programme » enregistré. Ce programme est une suite d'« instructions » mises dans l'ordinateur qui lui indiquent toutes les décisions à prendre dans chacun des cas susceptibles de se présenter au cours du traitement du problème. Ce programme est entièrement déroulé et répété autant de fois que le problème se présente. Le déroulement du programme est extrêmement rapide, de l'ordre de quelques secondes en moyenne, il peut atteindre plusieurs minutes et quelquefois plus pour des programmes scientifiques. Ce programme est le résultat d'une longue analyse du problème, qui peut durer quelquefois 2 ou 3 ans.

Pour prendre un exemple, le calcul d'une prime d'assurance est effectué en quelques secondes grâce à un programme indiquant à l'ordinateur comment mener son calcul en fonction des caractéristiques de l'assuré — âge, taux, conditions... —. Le programme prévoit les opérations à effectuer quelles que soient les caractéristiques de l'assuré ; il peut donc être utilisé un million de fois si l'on veut calculer les primes d'un million d'assurés.

L'évolution actuelle : les systèmes

L'évolution actuelle tend à la mise au point de systèmes complexes de traitement de l'information. Le système est composé d'un ordinateur central où s'effectuent les opérations commandées par le programme (calculs et choix logiques) et d'unités périphériques d'entrée ou de sortie permettant de lire des informations sur des cartes perforées, des bandes magnétiques, des disques, du papier ou des écrans de télévision. Le fonctionnement de ces ensembles nécessite l'intervention de programmes permanents appelés « systèmes résidents » ou « softwares-systèmes » assurant la gestion de systèmes complexes. Le nouvel essor technique de l'informatique s'explique par le développement de ces systèmes, la

réalisation de combinaisons multiples offrant des possibilités énormes et venant relayer les formidables progrès technologiques réalisés auparavant dans la conception interne du matériel. A ce sujet, il convient de noter toutes les possibilités offertes par le « télé-traitement » qui permet le traitement à distance des informations et leur centralisation par un système de très grande puissance.

Du point de vue des utilisations, on peut distinguer à l'heure actuelle deux grandes directions. D'un côté l'informatique scientifique autorise un développement vertigineux des recherches dans presque tous les domaines et permet des réalisations d'une importance fondamentale dans les domaines scientifique et technique. Cette importance soulignée par le côté spectaculaire de la recherche spatiale et des télécommunications n'est pas moins grande dans d'autres domaines tels que la physique, la médecine et l'économie. D'un autre côté, l'informatique de gestion bouleverse toutes les données de l'organisation, de l'administration et de la gestion des unités de production. L'automatisation de toutes les opérations fréquentes et répétitives en grand nombre sera d'une importance considérable tant dans le domaine du contrôle et de la régulation de la production qu'en ce qui concerne l'accroissement de la mise à la disposition de services adaptés, nombreux et variés.

Une révolution est en cours dans tous les domaines fondamentaux de la recherche, de la préparation, de l'élaboration, du traitement, de la conservation, de l'utilisation et de la mise à la disposition de l'information.

Importance de l'informatique

Si l'informatique va prendre dans les années à venir une importance exceptionnelle c'est que, en plus de la nécessité vitale du traitement de l'information pour l'évolution de la société contemporaine, l'information peut être considérée comme un facteur de production ayant un caractère un peu particulier et que l'informatique, conçue comme une technique de préparation des décisions peut jouer un rôle charnière.

Le traitement de l'information et le progrès technique

La possibilité de traiter économiquement et avec une rapidité fabuleuse de grandes masses d'informa-

tions vient à point nommé desserrer un des goulots d'étranglement qui menaçait le développement d'une société de plus en plus complexe où les décisions sont de plus en plus interdépendantes.

A tous les niveaux où doivent se prendre les décisions, la connaissance de l'environnement et l'intégration rapide de données nombreuses expliquent la nécessité de mettre au point et de développer des systèmes assurant le traitement de l'information.

Mais, encore plus que la compréhension de l'environnement, la forme que prend un développement technique de plus en plus différencié explique l'importance de cette possibilité d'un traitement rapide, d'une information de plus en plus complexe. Aujourd'hui nous assistons à une explosion de techniques diverses, et ce qui devient prédominant, ce n'est plus la maîtrise d'un procédé mais la nécessité d'effectuer un choix entre diverses possibilités en évaluant les conséquences des décisions. Et ce choix, toujours basé en dernier ressort sur des considérations économiques (coût généralisé), sociales (satisfaction des besoins individuels et collectifs) et politiques (intégration dans une stratégie plus globale) est particulièrement « consommateur d'informations » qu'il faut élaborer, mettre en forme et traiter.

C'est ce qui conduit à penser que nous assisterons et si nous le voulons, participerons non à une simple évolution mais à une mutation de caractère qualitatif dans tous les domaines touchant à l'utilisation des techniques.

Le rôle charnière de l'informatique

L'information, dans la mesure où elle peut être isolée et quantifiée est un facteur de production qui peut être traité comme d'autres mais qui est d'une importance essentielle à ceux qui veulent comprendre et maîtriser l'appareil de production.

— En effet les techniques de traitement de l'information interviennent dans tous les secteurs de la production et l'importance de l'informatique est, en cela, analogue à celle de l'énergie, des transports et des communications.

— Les circuits de traitement de l'information sont à la base de la préparation des décisions, ceux qui les maîtrisent sont à même de contrôler et d'orienter les décisions.

— L'informatique peut jouer un rôle charnière essentiellement par le contenu psychologique qui lui est accordé. Ceci est très sensible du fait que l'informatique ayant été assimilée au progrès technique, son utilisation systématique peut permettre de vaincre l'habituelle résistance au changement. L'introduction de l'informatique entraîne une réorganisa-

tion complète des unités de production autour des nouveaux circuits d'information, c'est cet usage qui est fait actuellement par les directions des entreprises qui n'attendent pas tant de l'automatisation une rentabilité propre mais plutôt l'occasion de vaincre les inerties et les habitudes et d'imposer les solutions qui leur semblent les meilleures.

Il faut souligner que les décisions qui sont prises à ce propos ne sont pas dictées par des nécessités techniques, c'est exactement l'inverse, pour imposer des solutions économiques ou politiques on a recours à l'introduction de nouvelles méthodes en arguant de contraintes de caractère technique présentées comme inéluctables et évidentes. Profitons-en pour insister sur le fait qu'une technique n'est jamais contraignante en elle-même et bien moins aujourd'hui qu'hier ; c'est l'ignorance d'une technique ou plutôt sa méconnaissance qui réduit les possibilités d'action réelle alors qu'au contraire, la maîtrise d'une technique et souvent la simple connaissance de ses possibilités est essentiellement libératrice en tant qu'elle permet de déplacer les limites du possible et de remplacer les obligations impératives par des choix de solutions alternatives.

Les grandes lignes d'une politique de l'informatique

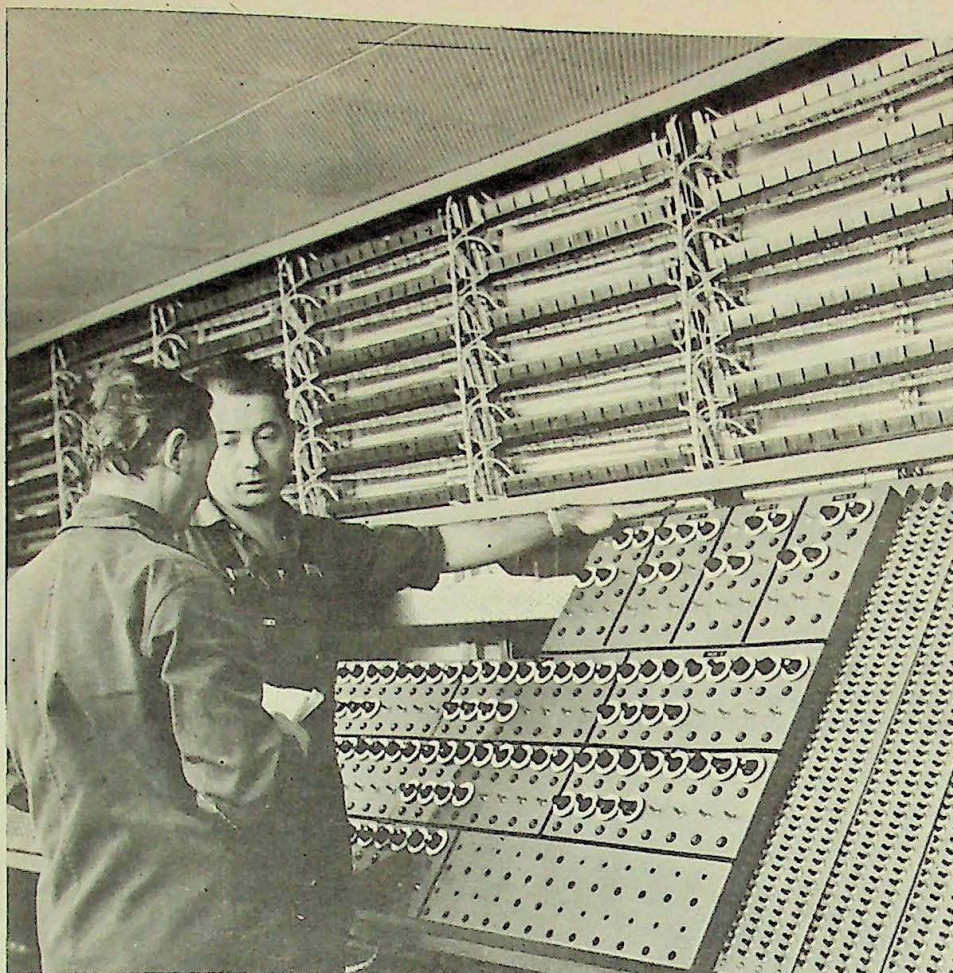
En tenant compte de ces différentes données, il est possible de tracer les directions de recherches qui devraient permettre de définir une politique de l'informatique. Pour cela, il faut commencer par analyser la situation actuelle, rechercher ensuite dans quelles conditions l'informatique pourra donner tout ce qu'on est en droit d'attendre d'elle et enfin se demander comment elle peut servir à atteindre des objectifs plus fondamentaux.

Analyser la situation actuelle

Une analyse approfondie de la situation actuelle est indispensable pour savoir quelles sont les contraintes dont il faudra tenir compte et les possibilités offertes par le développement de cette technique.

Il faut s'interroger sur les raisons et les conséquences du « sous-développement » français en la matière, étudier les possibilités de recherche, de production et d'utilisation, tirer la leçon des exemples étrangers et démontrer les mécanismes du Plan Calcul pour arriver à comprendre les buts que s'est fixés le gouvernement et évaluer les moyens qui sont mis en œuvre pour les atteindre.

Cette analyse de la situation doit être élargie et doit englober l'étude des possibilités de l'industrie électronique française et aussi attacher une grande importance à la recherche de



Maîtriser l'information ou être maîtrisé.

Collombert

toutes les utilisations possibles, à la réunion des conditions nécessaires à des progrès dans ces domaines et à la préparation des utilisateurs. A l'occasion de cette étude, il faudra préciser les mesures indispensables à prendre pour remédier dans les meilleures conditions pour notre appareil de production, à la situation actuelle de quasi-monopole qui caractérise l'offre des ordinateurs.

Enfin, une telle analyse doit s'accompagner d'une étude de caractère prospectif permettant d'intégrer dans les décisions la prise en considération dans ce domaine d'un progrès technico-économique accéléré prévisible dans ses grandes lignes mais dont les implications seront malaisées à définir.

Il faudrait, d'une part, savoir quelles sont les perspectives offertes par les recherches dans ce domaine en insistant sur les possibilités économiquement exploitables. Certaines expériences à l'étranger ont montré qu'il est possible de combler un grand retard en portant l'effort sur des réalisations d'avant-garde plutôt que de s'essouffler à suivre, loin derrière, une progression par étapes imposées. C'est ainsi que « Control Data » a réussi à briser le monopole de IBM dans le secteur des ordinateurs de grande puissance destinés notamment aux usages militaires.

Il faudrait, d'autre part, systématiquement rechercher les utilisations possibles dans les différents secteurs de l'activité économique et sociale et

rechercher les facteurs limitatifs de l'évolution de ces secteurs.

Adapter l'appareil de production à l'informatique

Pour arriver à tirer le meilleur parti possible de cette évolution il faut étudier les mesures à prendre pour préparer l'appareil de production aux mutations que l'informatique va entraîner.

Il faut pour cela rechercher systématiquement les possibilités et les utilisations de l'informatique pour la recherche et dans la production, analyser les insuffisances actuelles de notre appareil de production et aborder les problèmes posés par cette évolution dans les domaines de l'emploi et de la formation.

Ce n'est pas là une mince affaire ; pour ne citer qu'un exemple, l'état scandaleux de notre réseau téléphonique paralyse toute évolution vers un traitement décentralisé de l'information.

Les problèmes de formation sont particulièrement importants. Il faut former des chercheurs et des ingénieurs capables de concevoir et de réaliser les systèmes ; des analystes, des informaticiens, des programmeurs doivent être formés dans des écoles publiques encore inexistantes.

Il faut aussi former les utilisateurs dans les milieux scientifiques, industriels, administratifs ; dans cet esprit, l'informatique conçue au sens large doit être utilisée dans l'enseignement général comme un outil de

préparation au monde de demain exactement comme l'étude des sciences de la nature est utilisée dans l'enseignement actuel pour développer les facultés d'observation.

Dans le domaine de l'emploi surtout, les immenses possibilités de l'informatique et les conditions qui présideront à ses applications doivent nous amener à poser sous un jour nouveau les problèmes déjà rencontrés, en ce qui concerne l'emploi, du fait de l'automatisation. Il faut en attendre notamment des modifications importantes dans la structure même du secteur tertiaire, des bouleversements dans les rapports de productivité marginale des différents secteurs. Enfin, la tendance à une qualification toujours plus grande des emplois va être encore renforcée du fait de la disparition d'un grand nombre « d'emplois aux écritures ».

Au service d'une stratégie socialiste

Ce qu'on se propose de faire, c'est d'utiliser l'informatique comme un des outils privilégiés permettant, dans le cadre d'une stratégie globale, la transformation en profondeur des structures économiques et sociales.

Il s'agit là toutefois d'une recherche fondamentale à beaucoup plus long terme et s'il est indispensable de la commencer dès aujourd'hui, il ne peut être question d'en attendre les conclusions avant de se décider à agir. C'est pourquoi il faut, tout en cherchant à s'en servir parfaitement, maîtriser une technique aussi complexe que l'informatique sans pour autant renoncer à remettre en cause les premières décisions si la stratégie finalement retenue l'exigeait.

D'une façon plus précise le rôle que peut jouer l'informatique dans l'organisation structurelle des unités de production mais aussi au niveau

de l'organisation de la société, par le biais notamment des moyens mis à la disposition de la planification, explique la nécessité de canaliser et d'orienter l'évolution d'autant plus qu'en période de mutation et de bouleversements les habitudes sont plus faciles à housculer et les inerties à vaincre.

Comme on a pu dire que le socialisme exigeait un supplément d'hommes, le fonctionnement d'une démocratie socialiste nécessite un supplément d'information. Pour pouvoir arriver à une restructuration des unités de production permettant une véritable participation des travailleurs aux responsabilités de production, de gestion, d'administration, de contrôle et de direction et permettant aussi à la collectivité d'assurer la coordination, l'orientation et la maîtrise de l'appareil de production, il faut que l'information puisse parcourir et irriguer le corps social tout entier. Dans cette mesure les décisions seront prises librement, démocratiquement, leur cohérence et leur concordance avec les objectifs que la collectivité se sera fixés pouvant être immédiatement contrôlés par tous.

En conclusion, l'informatique ne représente en rien un remède miracle, elle ne diminue en rien, bien au contraire, la nécessité de définir une stratégie globale permettant d'atteindre des objectifs qu'il faut continuellement chercher à mieux définir. Mais, une fois définie cette stratégie, elle permet de mettre à son service un outil privilégié du fait des nombreuses conditions réunies pour son développement. □

Un groupe d'étude et de recherche pour une politique de l'informatique vient d'être formé au P.S.U.

Ceux qui veulent y participer ou ceux qui ont des informations susceptibles de faire avancer le groupe peuvent écrire à :

Groupe Informatique,
81, rue Mademoiselle,
Paris XV^e.

SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour ; pension complète, taxes et service compris ; assurance accidents, ski et tiers ; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F. à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F ; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion ; départs toutes les semaines jusqu'au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F ;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20.

Fédération des Ardennes

La Commission Exécutive de la Fédération P.S.U. des Ardennes, réunie le 15 janvier 1968, prend acte avec regret de la démission de Guy Desson, qui quitte le P.S.U. pour l'« Union des Groupes et Clubs Socialistes », formation qui se propose de s'associer rapidement à la F.G.D.S.

Le Congrès de juin 1967 du P.S.U. avait décidé à une très large majorité de maintenir la personnalité du P.S.U. en dehors de toute alliance prioritaire.

Guy Desson n'ayant jamais véritablement accepté cette décision majoritaire, sa démission répond à une certaine logique, comme était logique l'exclusion de Jean Poperen qui a publiquement appelé à l'indiscipline contre les décisions du parti.

Nous maintenons notre fidélité au P.S.U. :

— d'une part parce qu'une formation de gauche indépendante à la

fois de la F.G.D.S. et des communistes reste nécessaire, tant que ne sera pas réalisée la grande unité de toute la gauche et de toute la classe ouvrière qui demeure notre objectif essentiel ;

— d'autre part parce que la ligne générale du P.S.U. (en dépit d'un certain nombre d'erreurs tactiques) nous apparaît juste et orientée vers le socialisme, en particulier par la vigueur de sa lutte contre l'impérialisme américain, par sa volonté d'aboutir à un programme commun à toute la gauche, par le sérieux de sa recherche de solutions concrètes permettant à la classe ouvrière de sortir de l'actuel marasme.

En conséquence, la Commission Exécutive unanime demande à tous les militants de redoubler d'activité pour que la Fédération P.S.U. des Ardennes garde sa vitalité et augmente ses effectifs. □

Joigny : Un groupe P.S.U.

Un nouveau groupe P.S.U. vient de se créer à Joigny. Un bureau a été constitué. Pour tous renseignements, s'adresser à Suzanne Roudier, bâtiment D, appartement 25, Avenue du Lycée, 89-Joigny.

Réunion en Indre-et-Loire

Les adhérents du P.S.U. et des E.S.U. ont tenu, dimanche 21 janvier, à Tours, une assemblée de reprise de cartes, sous la présidence du secrétaire fédéral, Roger Dreujou.

Notre camarade Pierre Ringuet, membre du Bureau National a dressé un tableau de la situation politique et de ses perspectives et a présenté les propositions du P.S.U. et ses prochaines campagnes d'action.

Dans cette fédération, le parti entend poursuivre son effort, notamment à Tours, Amboise, Chinon, Loches et Saint-Cyr, ainsi qu'en milieu étudiant.

L'Afrique australe à Saint-Cloud

La section E.S.U. de l'E.N.S. de Saint-Cloud a organisé une réunion de soutien aux luttes de libération en Afrique australe, le 12 janvier 1968, avec la participation d'un militant sud-africain de l'African National Congress en exil, et de Manuel Bridier, membre du Bureau National. Cette réunion a permis de faire connaître l'état actuel des luttes dans les colonies portugaises (Mozambique et Angola) ainsi qu'en Afrique du Sud et Rhodesie du Sud. Il a été souligné l'orientation nouvelle du mouvement de libération en Afrique du Sud, résolu à passer au stade de la lutte armée. Manuel Bridier a montré la liaison existant entre le combat des militants d'Afrique australe et la lutte anti-impérialiste dans l'ensemble du continent africain. Les participants ont décidé de dénoncer la complicité du gouvernement français, allié fidèle de Salazar et de Vorster, et d'apporter leur soutien, par la diffusion des objectifs et des résultats du mouvement de libération et par la mobilisation de l'opinion, aux peuples du Sud de l'Afrique en lutte pour leur libération. □

Nécrologie

Nous apprenons la mort de notre camarade Georges Copigneaux, dans sa soixante-quinzième année. Après avoir été conseiller général S.F.I.O. de la Seine, il avait adhéré au P.S.A. dès sa fondation, puis au P.S.U. Il était membre de la 17^e section où, malgré une longue et pénible maladie, il ne cessa pas d'apporter son fidèle soutien jusqu'aux derniers jours.

Calendrier

● Vendredi 26 janvier, 20 h 30, Centre International Protestant, 8, Villa Montsouris, Paris (14^e), Jacques Chatagner, secrétaire général du Mouvement de la Paix, abordera le sujet : « Sommes-nous loin du Vietnam ? »

● Le vendredi 26 janvier, 20 h 30, 81, rue Mademoiselle, discussion-débat organisée par le CEDETIM à partir d'un exposé introductif de Lautman : « Illusions de l'économie et sociologie du sous-développement. »

● Vitry (94). Réunion de reprise des cartes, mardi 30 janvier 1968, à 21 h, Foyer P. Froment, place J.-Martin : « Où en est l'unité de la gauche... et le P.S.U. ? » avec C. Guerche, membre du B.N., directeur de *Tribune Socialiste*, M. Combes, membre du C.P.N., Riodel, fédération Val-de-Marne.

Communiqués

● Le Cercle culturel et politique « Tribune de la gauche » organise le samedi 3 février, de 14 h 15 à 19 h, salle municipale, 115, rue Henri-Barbusse, Clichy-92, un colloque sur le thème : « L'Économie soviétique, réalités et problèmes », avec la participation de Marie-Louise Lavagne (du Centre de Recherches), Pierre Naville (du C.N.R.S.), Eugène Zaleski et Basile Kerblay.

● Du 12 au 17 février 1968, à l'Institut National d'Éducation Populaire de Marly-le-Roi (78) l'ADELS, le GREP et PEC organisent un stage sur l'étude du milieu : « A la découverte de la commune. »

Prix : 80 F (frais de séjour et d'inscription).

Remboursement de 50 % des frais de déplacement.

Inscriptions - Renseignements à l'ADELS, 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.

UN EXEMPLE

DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE « UN BATEAU POUR LE VIETNAM » LA FEDERATION DE LA SEINE-SAINT-DENIS A COLLECTE POUR 3.100.000 (A.F.) DE MEDICAMENTS.

Tribune Socialiste

VOUS

OFFRE

jusqu'au
28 février

des

abonnements
au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

Faites parvenir ce bulletin
accompagné d'un chèque
bancaire ou postal, ou un
virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd
Garibaldi, Paris-15°.

Syndicalisme

Robert Cottave parle des cadres

Décembre 1967, le Syndicat des ingénieurs et cadres F.O. tient son congrès. René Richard, qui pendant des années a été l'animateur du syndicat, passe la main. Son successeur : Robert Cottave. Il appartient à la nouvelle génération des responsables syndicaux. Il prend le secrétariat général de sa fédération au moment où les cadres, dans l'entreprise comme dans le pays, sont placés devant de grands problèmes, comparables à ceux de l'ensemble des salariés.

Robert Cottave répond aux questions de T.S. avec beaucoup de vérité et de réalisme, résolument tourné vers l'avenir.

Un cadre, c'est quoi ?

— La première question qui vient à l'esprit quand on a en face de soi un responsable d'un syndicat de cadres, c'est : Qu'est-ce qu'un cadre ? Comment peut-on le définir ?

— Chaque fois qu'on parle de cadres, on éprouve le besoin de définir de quoi il s'agit. Il faut remarquer qu'actuellement le cadre est un monsieur que tout le monde veut avoir dans son camp. Regardez la presse, les partis politiques... C'est encore plus vrai quand il s'agit de vendre. On a l'impression qu'il n'y a dans ce pays que trois catégories de consommateurs : les jeunes, les femmes, les cadres...

Le terme de « cadre » est d'une ambiguïté énorme car il peut recouvrir deux réalités. C'est d'abord celle qui est définie dans les entreprises par les conventions collectives, on peut dire par exemple, que tous ceux qui cotisent à des organismes de retraite spécialisés sont des cadres. L'autre définition est celle qui se rapporte à une fonction qui a trait à des questions de formation et de responsabilité. Les gens sont moins nombreux dans cette catégorie et je dirais qu'ils nous intéressent davantage. Malgré tout l'ambiguïté de la définition demeure, et demeurera, tant que le mot « cadre » recouvrira avant tout une notion d'un certain type de consommation. On doit constater que tout le monde, ou presque se considère comme cadre ou susceptible de le devenir.

Pour ma part, je dirais que le cadre c'est l'ouvrier qualifié de notre temps. Je pense que la proportion actuelle des bacheliers, correspond à la proportion des certificats d'études

au siècle dernier. Autrefois, après le certificat il y avait, pour apprendre un métier, un certain nombre d'années de compagnonnage, maintenant ce sont les écoles d'ingénieurs. Les compagnons de notre époque, c'est ma définition. J'ajoute que sur le plan syndical, cela me paraît avoir une signification. Les animateurs importants de l'histoire du mouvement syndical ont été en grande partie des maîtres-bottiers, des maîtres-imprimeurs, des cadres de leur temps.

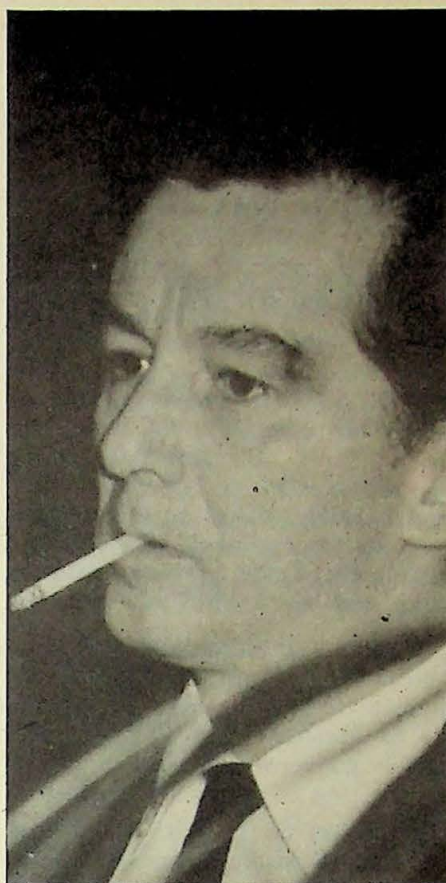
L'emploi pour un salarié comme les autres

— Votre dernier congrès a déclaré que les deux grands problèmes des cadres étaient actuellement l'emploi et la formation. Commençons par l'emploi.

— Jusqu'à ces dernières années, la vie active d'un cadre était envisagée comme une carrière. A la fin des études on pouvait facilement prévoir ce qui allait se passer. Tout cela est terminé. Maintenant, on ne parle plus de carrière mais d'emploi des cadres. Le cadre doit savoir que dans la société actuelle, il a à assurer son emploi. Et le seul moyen dynamique d'y parvenir est sa participation à une action collective qui fixe les conditions de la sécurité de l'emploi.

A cause des problèmes actuels, les cadres se rendent bien compte de cela. Comme les autres travailleurs ils sont victimes du chômage. On peut difficilement en chiffrer l'importance car il n'existe pas en France un système technique et efficace pour le faire.

S'il n'est plus question de carrière c'est également à cause de la transformation des entreprises. Elles emploient plus de monde qu'autrefois, ce qui a pour conséquence de faire disparaître les relations privilégiées qui existaient entre le patron et les cadres. Les structures à dominante hiérarchique font place à des structures à dominante fonctionnelle. La réalité des exigences techniques fait que les affaires se conduisent ensemble, en équipe, que l'on voit apparaître les bureaux d'études... Le cadre chef de ceci ou de cela disparaît peu à peu. Il devient de jour en jour un salarié comme les autres. C'est un phénomène général de prolétarianisation que beaucoup de cadres ne trouvent pas aussi dramatique qu'on voudrait souvent le faire



Robert Cottave

croire. En définitive c'est l'occasion d'une prise de conscience qui pousse à l'action collective.

Je m'empresse d'ajouter qu'il y a parmi les cadres des gens qui sont de plus en plus liés aux grands phénomènes du capitalisme moderne et qui sont concernés par les décisions importantes. Il serait ridicule d'affirmer que ceux-là aussi se prolétarianisent. Avec leurs compétences, leur expérience, leur dynamisme, ils sont en train d'élargir le petit groupe des dirigeants du monde dans lequel nous vivons.

— Le chômage des cadres constitue-t-il un problème aussi important qu'on le dit ?

— C'est un problème très important certes, mais quoi qu'on en dise, j'ai personnellement le sentiment qu'il n'est pas plus dramatique pour les cadres que pour les autres catégories de salariés. Ce dont on nous parle surtout, c'est du problème du chômage des cadres âgés. Or, quand on regarde les courbes, on s'aperçoit que dans toutes les catégories les chômeurs âgés sont toujours plus nombreux. Il y a davantage de risque de chômage à partir d'un certain âge et cela est dû à une mauvaise organisation de notre société.

Pas fini à quarante ans

— C'est donc tout le problème de la formation qui se trouve posé ?

— Je préfère employer le terme d'éducation permanente. Actuellement, il est aberrant de dire qu'un

homme est fini à 40 ans. Un tel raisonnement ne tient absolument pas compte de la réalité scientifique actuelle. Tout prouve en effet qu'un homme de 55 ans est encore, de nos jours, en pleine possession de ses facultés. Je suis persuadé qu'à partir d'observations objectives faites sur la politique de la santé on pourrait trouver une justification totale à l'éducation permanente.

Il faut organiser cette éducation, c'est tout aussi important que la mise en place de l'école laïque et obligatoire à la fin du siècle dernier. Actuellement, il est irritant de constater que quand on veut introduire l'éducation permanente c'est seulement à partir de deux exigences qui à coup sûr vont tout faire rater. C'est d'abord l'exigence technocratique ou technologique, c'est-à-dire qu'on recherche un système d'éducation dite permanente qui permette en trois quarts d'heure de former un homme capable de s'occuper d'un nouveau « gadget ». Cela veut dire qu'on va mettre en place des systèmes qui dureront ce que dure actuellement une génération d'ordinateurs, c'est-à-dire trois ou quatre ans. C'est là une façon désastreuse d'aborder le problème car il est facile d'accéder à un « gadget » nouveau quand on s'appuie sur un bon socle d'éducation générale.

Le deuxième aspect, c'est l'aspect « Croix Rouge » : il y a tant de milliers de chômeurs, il faut donc trouver un moyen pour qu'ils se réadaptent, se recyclent. On va chercher un programme qui en trois mois fera un homme différent. On semble ignorer que la formation des adultes ce n'est pas « engraisser des oies au moment de Noël ». Un homme qui est en chômage, qui est donc en déséquilibre sur les fondements mêmes de ses possibilités de vivre, ne peut absolument pas accéder à des connaissances nouvelles.

Ce que nous voulons c'est donner aux gens un niveau de formation qui leur permette de ne pas être dépendants de la technologie, mais au contraire qu'ils soient capables de la maîtriser ; qu'ils ne soient pas dépendants des accidents d'ordre social, mais au contraire capables de s'adapter. Cela est possible par l'organisation au niveau national de ce prolongement de l'éducation nationale.

— Tout cela est-il partagé par les autres fédérations de cadres ?

— Avec celles qui comme nous, ont fait le choix d'appartenir à une centrale ouvrière, cela me semble très net. A quelques détails près nous avons tous les mêmes positions. Il est plus difficile de répondre pour un syndicalisme de cadres qui veut tout faire pour consolider un statut qui ressemblerait à celui des médecins ou des avocats. Qui est, comme on dit, corporatiste. □

(Propos recueillis par Jacques FERLUS.)

Grande-Bretagne

Liquidation d'une "super-puissance"

David Boubil

L'ère impériale est close, celle du Commonwealth s'achève. La boucle est bouclée ; et M. Jenkins ne fait qu'évoquer l'évidence quand il déclare que la Grande-Bretagne avait cessé d'être une « super-puissance ».

Les sacrifices prévus en matière de défense sont surtout significatifs par leurs implications politiques, psychologiques et stratégiques.

Politiques : parce que à partir de 1971 l'Angleterre laissera Washington seul dans le golfe Persique et le Sud-Est asiatique. Que cette décision entraîne l'annulation de la commande de cinquante bombardiers F 111 K à géométrie variable ; ce qui fait un manque à gagner pour les Américains de l'ordre de 400 millions de livres (compte tenu des frais d'annulation qui se montent à près de 50 millions de livres).

En outre le dégageant à « l'Est de Suez » entraînera la mise à la réforme accélérée des porte-avions encore en service, ainsi que la réduction des effectifs de l'armée de terre.

Psychologiques : car si « la politique de la Grande-Bretagne à l'Est de Suez » est plus qu'étrangère au Français moyen, pour les Britanniques cela faisait partie de la vie quotidienne (et la plupart en parlent comme s'ils y étaient toujours), et étaient pour eux la dernière manifestation de l'Empire britannique.

L'étonnement des Français serait plus grand s'ils connaissaient le nombre des engagements de la Grande-Bretagne, l'importance des effectifs et des moyens permanents dont elle dispose et le réseau de ses bases. Plus particulièrement l'Est de Suez mérite de retenir l'attention.

Les engagements de la Grande-Bretagne

La présence politique dans cette partie du monde est paradoxale pour un gouvernement travailliste qui a déjà près de 630.000 chômeurs, et qui dépense Outre-Mer près de 190 millions de livres annuellement.

Quand on saura que cette présence ne présente aucun intérêt vital pour

la Grande-Bretagne, on comprendra que M. Wilson avait des difficultés à maintenir cette politique de prestige.

Pourtant, il n'était pas question à ce dernier de donner l'ordre de plier immédiatement bagages aux soldats de Sa Majesté. Ce n'est qu'en 1972 que le gouvernement anglais ne disposera plus de forces à l'étranger.

A l'ouest de l'Océan, l'Angleterre a contracté des engagements vis-à-vis de l'Arabie Saoudite et des Emirs et ce n'est qu'à la fin de 1967 qu'elle s'est retirée d'Aden. Dans le golfe Persique des accords écrits ou verbaux existent et l'engagent vis-à-vis de Bahrein, Ouar, Muscat, Oman et les états de la côte de Trêve.

A l'est de l'Océan, en Extrême-Orient, l'Angleterre s'est engagée envers la Malaisie pour la défense de son territoire, ainsi qu'envers Singapour, l'Île de Bornéo et le Sultanat de Brunéi. Sa responsabilité s'étend à l'Île Maurice et l'archipel des Seychelles et enfin Hong-Kong.

En outre, les accords d'Anzani entre la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande posent à la première de ces puissances un problème de défense dont le bien-fondé est douteux.

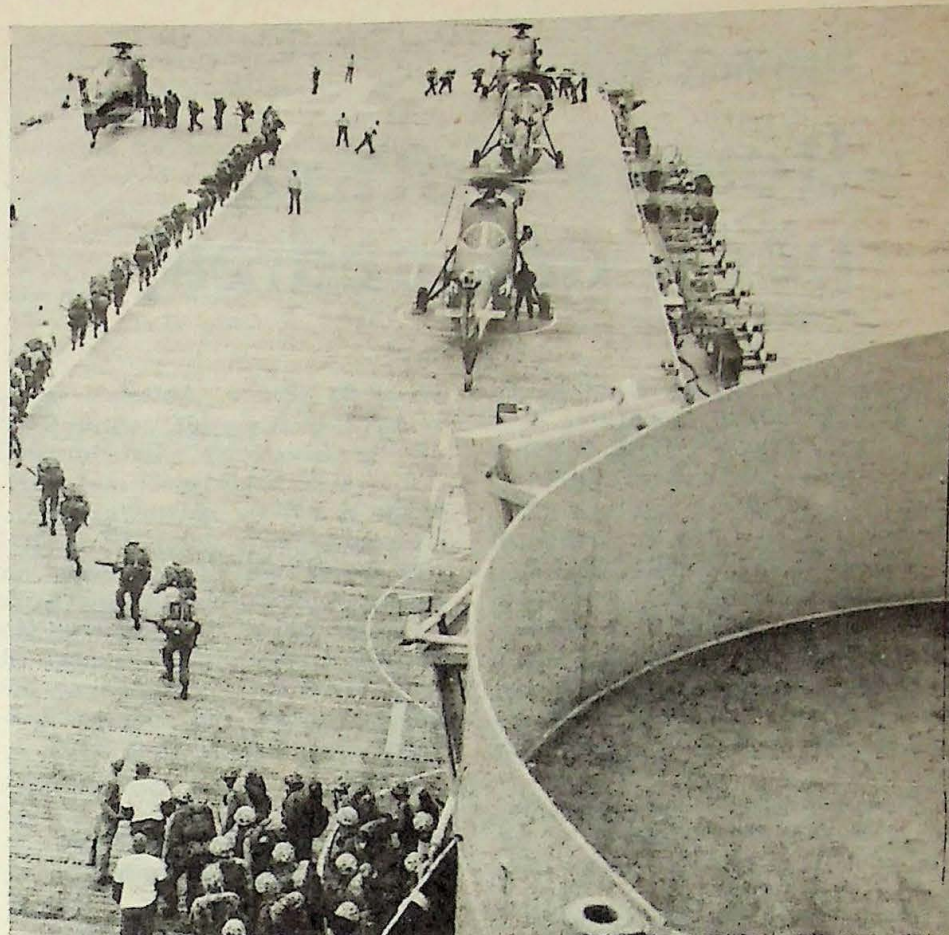
Si on ajoute à ces engagements les effectifs britanniques à Gibraltar, Malte, Chypre et en Allemagne Fédérale, on s'aperçoit de l'ampleur des sacrifices consentis par les Anglais.

Le redéploiement

Pourtant ce dégageant, s'il s'est trouvé accéléré par les difficultés économiques de l'Angleterre (retrait à l'Est de Suez en 1971 au lieu de 1975) n'était pas imprévisible, et ne constitue pas à proprement parler une révision déchirante de la stratégie britannique.

Le livre blanc de 1966-67 mettait déjà en évidence le principe de base du déploiement des forces britanniques dans le monde.

Certes les prévisions à long terme du second livre blanc publié le 18 juillet 1967, si elles sont dépassées au point de vue budgétaire M. Wilson a dit l'intention de son cabinet de réduire le budget global de la dé-



La fin des bases.

A.D.N.P.

fense nationale en prix 1964 à 1.860 millions de livres en 1969-70 et à un maximum de 1.650 millions de livres en 1972-73 (le livre blanc estimait 1.900 millions en 1970-71 et 1.800 millions en 1975 seulement) restent valables puisque à partir de 1971 la Grande-Bretagne se trouvera au même point qu'en 1975 ; date initiale du retrait.

A partir de 1972, il est probable que les Anglais exerceront un rôle modeste de couverture. Pour cela ils remplaceront le commandement de Moyen-Orient par la base escale de la R.A.F. de Gan dans les Maldives, ainsi que le relais de Diégo Garcia.

En Extrême-Orient ce rôle reviendrait à Hong-Kong qui verra ses forces réduites de 10.000 à 6.000 hommes.

Tout le reste des forces anglaises à « l'Est de Suez » se replieront sur le sol national. Ces dernières avaient à leurs dispositions des moyens non négligeables, 70 navires pour la marine et plus de 300 avions de tout ordre pour l'aviation.

En se repliant en Europe, la Grande-Bretagne voit les assises fondamentales de sa puissance navale dans les quatre sous-marins nucléaires Polaris de sa force de dissuasion et dans les sous-marins de chasse à propulsion nucléaire (S.S.N.). La preuve en est donnée par le fait qu'aucune coupe n'a été ordonnée dans le programme. Bien plus, un 7^e S.S.N. ou fleet submarine a été commandé.

Les Anglais espèrent ainsi pallier l'affaiblissement de la Royal Navy dû à l'abandon des porte-avions.

En ce qui concerne l'aviation la commande aux U.S.A. de 120 Phantom C (à l'inverse de celles des F-111-K) a été maintenue, et son avenir est assuré par l'accord franco-britannique sur l'avion Jaguar (400 pour les deux pays).

Conséquences et commentaires

De toutes les données trois observations peuvent être tirées.

1) Des difficultés non négligeables vont se poser aux dirigeants des pays « libérés ». Le gouvernement de M. Wilson aurait dû prendre ces décisions dès son arrivée au pouvoir, pour leur permettre de faire face plus tôt à la situation nouvelle pour leurs économies.

2) La Grande-Bretagne devrait prendre la décision de réduire de façon notable ses troupes en Allemagne Fédérale. Si cette solution avait l'heur de déplaire à ces derniers, elle aurait permis à Wilson de maintenir la gratuité de la santé, et faire ainsi échec aux « groupes » de Zurich.

3) Les ministres travaillistes ont voulu préserver l'avenir en ne faisant pas de coupe dans les industries de pointe (avion Jaguar, électronique, calculatrices, technologie...).

La révision britannique ouvre des perspectives nouvelles, le Général de Gaulle comprendra-t-il qu'avant de juger la Grande-Bretagne et de lui fermer la porte du Marché commun, il lui faut l'entendre d'abord, car la page « Commonwealthienne » est désormais tournée. □

Livres

Les Mandarins
démystifiés

Rémy Grillault

La création de l'École nationale d'Administration au lendemain de la libération répondait à une urgence de modernisation et de démocratisation de l'appareil d'Etat.

Or comme beaucoup de conquêtes de la résistance, l'E.N.A. a perdu une grande part de son sens initial. C'est le procès de cette institution dévoyée « devenue la caricature de l'ordre bourgeois qu'elle avait pour fonction de nier » que s'est chargé de faire sur le mode satirique un petit livre au titre significatif : « *L'énarchie ou les mandarins de la société bourgeoise* » (1). L'auteur, Jacques Mandrin, pseudonyme de quelques « Enarques » non conformistes, démontre avec la précision que seule peut donner la connaissance interne du sérail, les mécanismes de la confection de nos grands commis. Nous le suivons allègrement dans cette démystification salutaire de la technocratie, écrite dans un style incisif et avec un humour et une verve dignes des grands auteurs comiques.

"Un cours de maintien social"

L'apprentissage de l'E.N.A. commence à l'institut d'Etudes politiques de Paris, ex-école libre des Sciences politiques dont la nationalisation toute formelle a peu transformé le recrutement et le style. Ayant retrouvé le quasi-monopole qu'elle détenait dans la préparation aux grands concours administratifs, sciences-po se charge de « civiliser les adolescents » dans les normes requises : « Continuant d'enseigner un minimum de savoir-faire aux enfants des beaux quartiers, il inculque un maximum de savoir-vivre aux fils de la petite bourgeoisie. »

L'auteur dénonce à juste titre « la manie de la forme » et la « technique du balancement circonspect » qui obligent l'étudiant à se couler dans le moule du conformisme idéologique et culturel ambiant, et modelent ses structures mentales dans le sens de la superficialité prétentieuse ou de l'ignorance bien-pensante.

Les gestionnaires de l'ordre établi

Les plus brillants des « énarchisants » deviennent « énarchistes » une fois passé le concours d'entrée qui se présente « comme un moyen pour plusieurs adultes âgés de vérifier que des jeunes leur ressemblent ».

Le stage en préfecture ou en ambassade finit alors de civiliser nos apprentis mandarins, qui sont soumis à un classement sévère mainte-

nu pendant toute la scolarité. C'est qu'en effet le rang de sortie joue un rôle primordial : il commande l'affectation des élèves. La différenciation entretenue entre les quelques élus qui entrent dans la voie glorieuse des « grands corps » (Conseil d'Etat, Inspection des Finances, Cour des Comptes) et la piétaille des administrateurs civils des ministères, fait de l'énarchie « une caste divisée contre elle-même ». Elle se retrouve cependant unie dans la défense du mythe technocratique, dans l'impression qu'elle a de se confondre avec le pouvoir. La priorité donnée aux moyens sur les fins, la religion de l'action, lui dissimulent qu'elle n'est en réalité que le rempart de la bourgeoisie et l'intendant fidèle du néo-capitalisme.

Un problème sérieux

S'il ne se livrait qu'à la dénonciation satirique, *L'énarchie* ne serait qu'un pamphlet fort drôle à lire. Or, il pose un problème sérieux, que la gauche ne peut ignorer, et fait dans sa deuxième partie des propositions constructives.

En effet, la collusion de plus en plus inquiétante entre une partie de la haute administration et le gaullisme orthodoxe ou giscardien, le caractère de moins en moins démocratique de son recrutement, l'assurance technicienne et le mépris des réalités humaines et sociales dont font souvent preuve les « jeunes messieurs », ont déjà été mis en lumière par Pierre Mendès France (2). C'est là un des aspects du capitalisme d'organisation actuel où les véritables centres de décision ont quitté les assemblées parlementaires.

Faut-il pour cette raison condamner l'E.N.A. en bloc et demander sa suppression ? Ce serait là, faire du poujadisme de gauche et hurler avec les loups (Tixier Vignancour réclame lui aussi la fermeture de l'E.N.A. et le patronat antidirigiste s'en accommoderait fort bien). Au contraire, comme le dit Jacques Mandrin : « La gauche ne peut se désintéresser de la réforme de l'E.N.A. car la qualité de l'instrument n'est jamais indifférente à la bonne fin d'une politique. »

"Les hussards du socialisme ?"

L'E.N.A. est à refaire. Selon l'auteur, la transformation du recrutement et des méthodes de formation doit passer par une profonde réforme de l'enseignement : suppression

du passage par sciences-po, création de classes préparatoires dans les lycées, orientant au concours de l'E.N.A. remodelée et des instituts régionaux d'administration qui devront contrebalancer la centralisation dans la capitale et régionaliser le recrutement.

Il propose d'autre part la suppression des grands corps et du classement à l'école, et la séparation des tâches dans l'administration entre les administrateurs au sens strict formés à l'E.N.A., les juges recevant une formation appropriée au centre national d'études judiciaires, les contrôleurs regroupés dans une cour économique sous l'impulsion du parlement et les dirigeants des entreprises publiques.

Ces propositions évidemment incomplètes et schématiques n'en sont pas moins intéressantes. On peut cependant regretter que le rôle indispensable des administrés dans l'éla-

boration et le contrôle de l'action administrative ne soit que très peu explicité.

Le style très brillant pêche peut-être aussi un peu de cette manie de la forme que l'auteur dénonce à juste titre chez les Enarques. Mais ce ne sont là que remarques de détail : l'« Enarchie » œuvre de combat, apporte sa contribution à la recherche d'une administration sérieuse, compétente et démocratique capable de construire le socialisme avec le peuple, ayant perdu définitivement son rôle de transmission du pouvoir de classe et l'aspect de despotisme éclairé que lui donne la société néo-capitaliste. □

(1) Jacques Mandrin. *L'Enarchie*. La table ronde de « Combat ». Coll. « Les Brulots », 11,30 francs.

(2) Pierre Mendès France : « La Haute Administration ou le Règne des Jeunes Messieurs » dans « Le Courrier de la République », n° 34, novembre 1965.

A lire

● Pierre Drouin : « L'Europe du Marché commun ». Julliard, 416 pages. Ce livre déjà ancien vient d'être revu et mis à jour par son auteur, journaliste économique au « Monde ». On peut ne pas être d'accord avec toutes les thèses de l'auteur, et parfois même leur être franchement opposé, on ne saurait pour autant nier la grande utilité d'un ouvrage que l'on lira et consultera avec profit spécialement dans la période actuelle.

● André de Baecque : « Les Maisons de la Culture ». Pierre Seghers, 215 pages. La première étude complète sur un équipement dont on ne fait que commencer à découvrir l'importance. Très précis, ce panorama n'en est pas moins agréable à lire. Tous ceux qui s'intéressent à la question devraient le posséder.

● « La Nef », n° 32 : « L'ordinateur dans la vie quotidienne », 181 pages, 9 francs. Plusieurs spécialistes exposent la transformation en train de s'opérer dans de nombreux secteurs sous l'influence de l'ordinateur. Bonne et rapide introduction.

● « Communications », n° 10 : « Vacances et tourisme », 192 pages, 10 francs. Sociologie du « Guide Bleu », diagnostic du thème « du soleil », diagnostic du tourisme, etc. Ce numéro fait faire un pas de plus à la connaissance des loisirs. Nous reviendrons sur cet ensemble d'articles de haute qualité. □

LES ENFANTS DU PALAIS : La journée d'un juge pour enfants qu'interprète Périer (François) et que filme Périer (Jean-Marie) fils du premier et photographe de « Salut des Copains ». Le scénario est de Michel Cournot. Mercredi 31 janvier, 2° chaîne, 20 h 15.)

EN ATTENDANT BECKETT : Soirée exceptionnelle consacrée à Samuel Beckett, avec débats et discussions auxquels prendront part Roger Blin, Gneviève Serreau, Ludovic Janvier, Pierre Schneider et au cours de laquelle seront présentés « Film », un... film de Beckett, avec Buster Keaton et « Dis Joe », texte interprété par Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, mis en images par Michel Mitrani. A voir toutes affaires cessantes. Vendredi 2 février, 2° chaîne, de 20 h à 22 h 10.) □

En bref

● Philippe Adrien, auteur de « La Baye » (pièce montée par Antoine Bourseiller au festival d'Avignon 67 et reprise en mars 68 au T.N.P.), en lira de larges extraits au cours d'une soirée organisée à Cormeilles-en-Parisis par le Cercle Culturel « Plaisir de Connaître », le vendredi 26 janvier 1968 à 21 heures, 3, rue de Nancy (derrière la gare S.N.C.F. de Cormeilles. Parking. Entrée libre). Train : gare Saint-Lazare 20 h 12 - 20 h 48.

Semaine TV

LEON MORIN PRETRE : Le célèbre roman de Beatrix Beck porté à l'écran par Jean-Pierre Melville, le cinéaste du « Silence de la Mer » et du « Deuxième Souffle ». Avec E. Riva et Belmondo en soutane. (Dimanche 28 janvier, 1° chaîne, 20 h 45.)

SOIREE CINEMA : En première partie le « classique » de l'écran « Hallelujah » premier film parlant entièrement interprété par des noirs, tourné en 1929 par King Vidor. (20 h 35.) Ensuite l'émission d'Armand Panigel « Thèmes et variations » consacrée aux « noirs dans le cinéma américain ». Nombreux extraits de films, de « La case de Ponce Tom » à « Harlem Story ». (Lundi 29 janvier, 2° chaîne, 22 h 5.)

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15°)

Lyon : le théâtre du 8^e arrondissement.

Décentralisation culturelle

Du nouveau à Lyon

Marie Bellour

Lyon n'a pas eu sa Maison de la Culture, Roger Planchon, qui devait selon le ministère des Affaires culturelles en être le directeur, n'ayant pas accepté de M. Pradel le rôle de simple spécialiste du théâtre sous tutelle administrative et financière. Et les Lyonnais ont pu craindre de le voir, comme tant d'autres, se tourner vers Paris devant la difficulté de mener à bien, c'est-à-dire en liberté et avec les moyens matériels nécessaires, l'œuvre de décentralisation théâtrale et culturelle pour laquelle il lutte depuis longtemps.

Cette année cependant, à Villeurbanne comme à Lyon, le vent est plus favorable.

Au théâtre de la cité

Cette saison voit s'y développer, malgré les problèmes de locaux et d'équipement, une véritable activité de Maison de la Culture. Le programme théâtral est particulièrement riche. Aux spectacles de la Compagnie — dont la création d'une pièce de Planchon : « Dans le Vent » — s'ajoutent ceux de l'Odéon Théâtre de France (« Médée », de Sénèque-Vauthier), du Centre Dramatique de l'Est (« La visite de la vieille dame », de Dürrenmatt), du Théâtre du Soleil (« La Cuisine », de Wesker), enfin du célèbre Piccolo Teatro de Milan (« L'arlequin serviteur de deux maîtres », de Goldoni). Excellents programmes aussi de variétés, musique, jazz, danse. Et une innovation : l'ouverture en février du premier Cinéma National Populaire dans une salle de Villeurbanne modernement équipée. Une sélection de films français et de films étrangers en version originale y passera quotidiennement, selon des horaires pratiques et variés, sans publicité ni entracte.

On espère pouvoir considérer cet élargissement de l'animation culturelle comme un prélude à l'activité du Théâtre National Populaire dont les Affaires culturelles ont envisagé la création à Villeurbanne, avec Planchon comme directeur. En at-

tendant, le Théâtre de la Cité va être rénové par les soins de la municipalité et de l'Etat, la première tranche de travaux devant être effectuée l'été 68, l'autre l'été 69.

Le premier théâtre moderne de l'agglomération, construit dans un quartier neuf qui est aussi un quartier charnière entre le centre et les communes ouvrières de Saint-Fons, Vénissieux et Bron, va ouvrir ses portes ce printemps : 1.100 places, salle d'accueil, d'exposition, cafétéria, jardins, parking, de quoi satisfaire l'œil et l'esprit. La direction en est confiée pour un an par M. Pradel à Marcel Maréchal, directeur de la troupe du Cothurne, reconnue troupe permanente de décentralisation. Maréchal veut en faire « une Maison des Arts et des Loisirs », un centre d'animation culturelle totale, tant sur le plan du quartier que de la ville, sur le plan régional que national. Il l'inaugurera par l'adaptation de « La Poupée » d'Audiberti.

Il y a sept ans que Marcel Maréchal et Jean Sourbier ont pris la suite de Roger Planchon et Robert Gilbert dans la petite salle de la rue des Marronniers. Ils ont, pendant cette période, conquis un public et affirmé un style : « Nous avons, dit Maréchal, mesuré les possibilités qui existent à Lyon. Le mouvement en faveur du théâtre est irréversible... Sur le plan esthétique, le Cothurne nous a aidés à définir notre voie : celle d'un théâtre réaliste et poétique dont les pièces maîtresses ont été : « Le Cavalier Seul » d'Audiberti, « Capitaine Bada » de Vauthier, « Cripure » de Guilloux. Nos recherches nous serviront pour un répertoire plus vaste ». Maréchal aimerait monter au 8^e la saison prochaine « Roméo et Juliette », « L'opéra de quat'sous », « Le Bossu » et une pièce d'un auteur contemporain, « Le Sang » de Vauthier. Mais comment, par qui, le programme en sera-t-il établi ?

Maréchal, comme presque tous nos meilleurs animateurs dramati-

ques — dont Planchon à Lyon-Villeurbanne, Dasté à Saint-Etienne, Jo Tréhart à Caen, pour ne citer que ceux dont on connaît les conflits avec leurs pouvoirs locaux — Maréchal pense que pendant la durée de son contrat — durée qu'il estime devoir être de trois ans minimum — le directeur d'un théâtre moderne ou d'une Maison de la Culture doit détenir les leviers artistiques, administratifs et financiers. Mais il pense aussi que cette unité de conception et de direction n'exclut pas, appelle même comme indispensable gage de succès une participation démocratique. Un théâtre populaire ne peut bien tourner sans le soutien actif d'un public qu'il s'agit de conquérir par l'échange et la collaboration. Dès qu'il a pu espérer se voir confier la direction du Théâtre du 8^e, Maréchal s'est appuyé sur les Associations Culturelles, les Syndicats et Comités d'Entreprises, les A.S.F., Centres Sociaux, Maisons de Jeunes, Enseignants et Conseils de parents d'élèves. Avec eux il a mené le dialogue avec la municipalité.

Le spectateur participe

En novembre, ces organisations se sont constituées en Conseil Culturel. Et ce Conseil Culturel vient d'élire parmi ses membres un Comité d'Animation composé comme suit, à égalité pour le 8^e et pour Lyon : un représentant des Comités d'Entreprises, des Maisons de Jeunes, des Associations Culturelles et de l'Enseignement. S'y ajoute pour Lyon un délégué de Travail et Culture qui groupe de nombreux Comités d'Entreprises, un délégué de l'U.D. C.G.T., un de l'U.D. C.F.D.T., enfin le responsable de l'animation culturelle dans le Forez (au château de Goutelas, au château de Sail-sous-Couzan). Maréchal voudrait y voir entrer un représentant de la municipalité et un de l'Etat.

Quel sera le rôle du Comité d'Animation ? En contact mensuel avec les responsables culturels du théâtre, il choisira, avant chaque saison, quatre œuvres sur les six qui lui seront proposées avec documentation complète — biographie de l'auteur, textes et documents sur la pièce —. Cette documentation communiquée au Conseil Culturel lui permettra de répartir l'information parmi les adhérents des diverses organisations qui le composent et d'en transmettre les suggestions. Le Comité d'Anima-

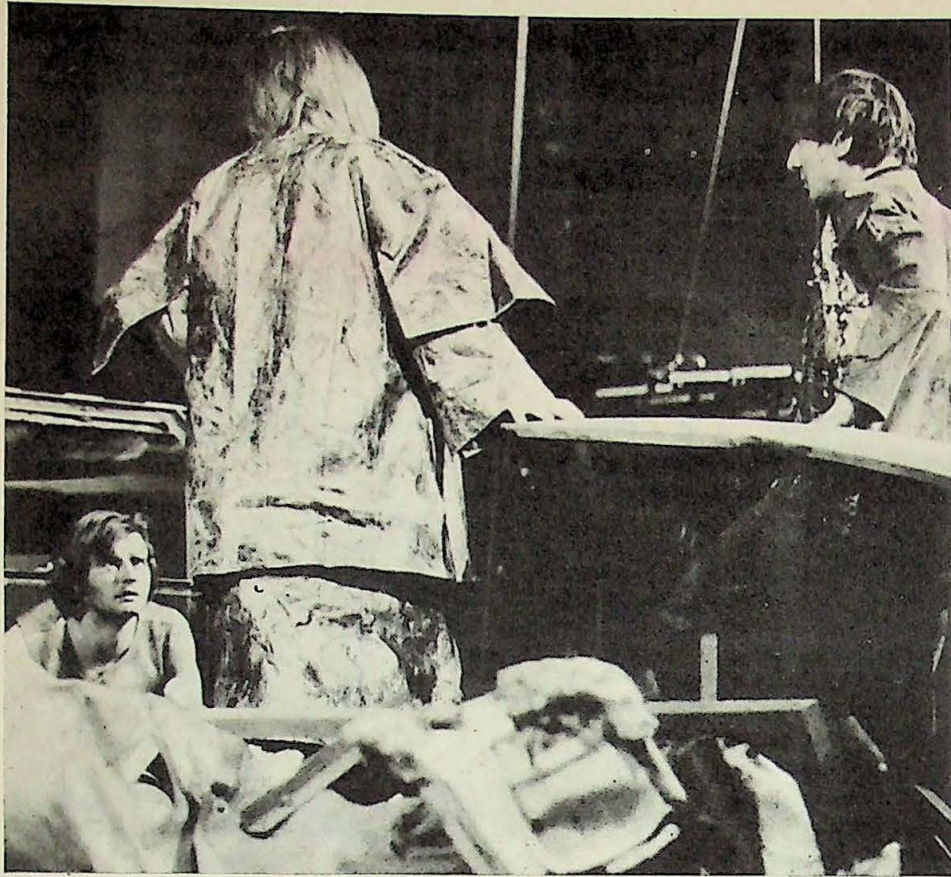
tion interviendra de même dans le choix de tous les autres spectacles et manifestations (variétés, musique, danse, expositions, débats, etc.).

Un service public

Ainsi, liaison entre le public organisé et la direction du théâtre, le Comité d'Animation doit pouvoir jouer le cas échéant un rôle d'arbitre entre celle-ci et la municipalité. De par l'autorité qu'il détient des éléments les plus démocratiques, les plus évolués et actifs de la cité, il doit amener les élus locaux à considérer le théâtre comme un service public. C'est cette notion qu'il aura à défendre lorsque se posera l'inévitable problème financier. Maréchal, qui reçoit 24 millions de l'Etat à titre de troupe permanente de décentralisation, ne doit toucher que 25 millions — dont 20 de charges d'entretien — alors que M. Pradel a déclaré lors de la première réunion de la Commission Culturelle Municipale que les Célestins coûtaient 140 millions à la ville.

L'avenir dira les résultats de l'originale formule proposée par Maréchal et Sourbier. Ils seront à comparer avec ceux de la formule retenue à Grenoble pour le fonctionnement de sa Maison de la Culture, et selon laquelle conception et réalisation sont confiées à l'homme de théâtre tandis que la délibération est laissée à une structure tripartite — représentants de l'Etat, des collectivités locales et de l'Assemblée de Gestion. On peut se demander d'ailleurs si cette formule, séduisante à Grenoble ne peut, en d'autres cas, comporter des risques. Mais sans doute n'est-il pas mauvais que se développent des initiatives diverses qui permettront enfin de dégager un équilibre entre créateurs, municipalités et responsables culturels locaux.

Nous voudrions, avant de terminer, signaler une intéressante expérience lyonnaise, celle du « Théâtre de la Jeunesse », animée par le Groupe 64 que dirige Gilles Chavassieux. Cette troupe présente depuis plusieurs années de bons spectacles aux enfants des écoles : « Le Roman de Renart », « Gargantua », « La farce de maître Pathelin », « Le médecin malgré lui ». Soutenue par le Rectorat, l'Inspection académique, la Fédération des Œuvres Laïques et les Conseils de Parents d'élèves, mais non par la municipalité, elle souffre cruellement du manque de locaux et de subventions. □



De dos : Maria Meriko, à gauche Jean-Claude Drouot.

Théâtre

Arabesques d'Arrabal

Claude Glayman

Du dernier spectacle d'Arrabal monté par Victor Garcia (*) on ne parlera pas en tout repos, ou bien l'on entre dans le jeu de l'envoûtement de cet univers dramatique, ou bien l'on s'essaye à l'aide du vocabulaire pauvre et rationnel du critique d'en rendre compte.

Sur les ruines de notre civilisation, sur la plage d'une innocence réincarnée où voisinent le mystère biblique et des carcasses d'automobiles d'aujourd'hui, se moulent, se glissent plusieurs petites pièces au filet de langage clair. Les résumer cela n'aurait aucun sens, non que le texte d'Arrabal n'en ait aucun, mais ce qui compte c'est la cérémonie. Il faut communier, avouons que nous sommes le plus souvent emportés dans la communion.

Cérémonie du verbe : verbe simple, dépouillé et chargé ; cérémonie du corps qui intègre la souplesse du cirque — presque des Tarzans d'avant-garde — et le poids impétueux et licencieux de la sexualité ; cérémonie du mouvement ; cérémonie du souvenir aussi. Réminiscences de la passion du Christ, je l'ai dit et de l'Espagne moyenâgeuse passée au fil de la torture, de l'obscurantisme ; l'ombre de la Grande Croix ne projette pas que la bonté mais également le noir, le gouffre. Cérémonie de l'humour aussi, l'humour de Bosch, de Goya, vous voyez lequel ; mais parfois celui d'un Jean-Luc Godard et ce n'est pas le meilleur.

Au total une somme convaincante, des moments d'intensité dramatique renouvelée et belle, je songe à la procession finale, à la poursuite policière, au jeté d'amandes sur le drap de l'amitié, à la flagellation d'Emanou, etc. Même si la remarque demanderait des nuances, on se souvient de J.-M. Serreau, de M. Béjart, etc. Tout cela participe d'une recherche commune, ce qui ne signifie pas de réussites identiques.

Une sensation d'inachèvement, pourtant, le sentiment que tout cela marche à coups d'inspiration, au coup par coup inspiré de telle sorte que lorsque l'étincelle vient à faire défaut on se sert du tout venant, d'où des intervalles de gratuité, de pauvreté verbale et d'invention, sans commune mesure avec la fécondité des ancêtres. Quand Bach parle passion il ne vous lâche pas un instant !

L'émouvante qualité des « Deux Bourreaux », épure quasi-classique, disons pour plus de simplification à base de Lorea, dans un décor de ferraille où celle-ci prend valeur d'interlocuteur dramatique, vient comme *a contrario* prouver qu'on est encore pour le reste en laboratoire. Car c'est la linéarité qui assure la beauté du sketch, ailleurs l'ambition est plus totale et veut tout mêler et n'y parvient pas toujours, ce qui témoigne que l'échevellement tenté et légitimement tentant n'est pas toujours dominé, c'est-à-dire atteint dans sa plénitude.

Qu'importe cependant, car le gros de la leçon mérite chaleureuse approbation. La troupe s'y installe avec beaucoup de bonheur, mais si ses qualités plastiques, physiques sont certaines, la diction du verbe est parfois plus vacillante, notamment chez Jean-Claude Drouot. Maria Meriko est splendide, mais par-

ticipe plus du profil classique que de la cérémonie. Pour saisir l'une des dimensions du théâtre d'aujourd'hui il faut se rendre au Théâtre des Arts. □

(*) « Le cimetière des voitures » d'Arrabal, mise en scène de Victor Garcia. Théâtre des Arts, 66, rue Rochechouart, Paris 9^e. Tél. : 878-14-38.

Cinéma

Les risques de Riva

Jean Helms

Pionnier de l'éducation populaire il y a moins d'un siècle, considéré sous la III^e République comme une personnalité dont on sollicitait volontiers avis et conseils, l'instituteur voit aujourd'hui son autorité morale se dégrader progressivement.

Sa mission est devenue fonction. Il subit l'hostilité du pouvoir, la condescendance des bourgeois et la réticence du prolétariat qui ne voit plus en l'école primaire l'indispensable élément de sa désaliénation mais une garderie à caractère éducatif, souvent moins efficace et plus gênante que la télévision parce que contestant les carences et les démissions familiales.

N'en faisons pas la victime déclassée d'une évolution irréversible, mais il est certain que rejeté par la bourgeoisie et difficilement admis par la classe ouvrière, il essaie parfois de maintenir les valeurs passées et de les intégrer dans un monde qui semble le fuir. Il en est à la fois la mauvaise conscience et la victime.

Maladroitement, le film récent de Cayatte a le mérite de le laisser entrevoir.

On dira plus tard de l'auteur des « Risques du Métier » : « C'était le Salacrou du cinéma. Il aurait pu tenir un rang dans la comédie, il aura préféré, courageusement mais lourdement, paver l'enfer de la délinquance juvénile de ses bonnes intentions. »

L'entreprise ne manquait pourtant pas d'intérêt. C'était la première fois en effet que le thème brûlant de l'instituteur, accusé de trop aimer ses élèves, était abordé à l'écran. « Mouchette nous donne un aperçu de ce qu'un tel sujet aurait donné, traité par un Bresson. »

Avec Cayatte nous tombons inévitablement dans la grandiloquence. On l'imagine en cours de tournage troquant « comme un jeune homme » sa veste contre le pull seyant de Jacques Brel pour lui faire comprendre une de ses plates trouvailles psychologiques. Comme s'il suffisait de réunir des nymphettes au-

tour de deux vedettes pour être dans le vent ! Cayatte a d'ailleurs utilisé une fillette intéressante : la petite Nathalie.

Découverte dans le court métrage qui porte le même nom. Mais enfin tout cela ne fait pas un film.

Et puis il y a le cas Emmanuelle Riva. Ça commence à faire ! Si on dresse les comptes, elle n'a qu'un seul chef-d'œuvre à son actif (Hiroshima) et un film honnête (Thérèse Desqueyroux), le reste étant plutôt décevant, de Melville à Jacqueline Audry. Massacrer une telle qualité de voix, de regard, de présence pour ceux qui confondent un studio avec un prétoire, c'est à casser les vitres chez Gaumont. Surtout que, le temps passant, on lui dispute la vedette. Il faut l'entendre expliquer à une écolière sur un ton — hélas, un peu faux — qu'elle « comprend son cœur de femme ». C'est nous qui ne comprenons plus. □

"50 MILLIONS DE GRENOBLOIS"

● En présence de Pierre Mendès France, le 25 janvier de 18 h à 20 h, Claude Glayman signe son livre à la librairie du Drugstore, 133, Champs-Élysées.

● Le 31 janvier de 17 h à 19 h, une autre signature aura lieu à la librairie des Sciences Politiques, 30 rue Saint-Guillaume, Paris (7^e).

● Enfin le 2 février à 21 h, le C.E.S. de Valence organise un débat public avec le concours d'un conseiller municipal de Grenoble et Claude Glayman qui sera suivi d'une signature.

● Rappelons que l'on peut se procurer ce livre édité chez Robert Laffont en le commandant à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 58 26 65 Paris (paiement à la commande, prix 12,35 francs).

UN BATEAU POUR LE VIETNAM



DR: BEHAR, C.C.P. 148 53 51 - PARIS

A.F.P.

La victoire du
VIETNAM,
c'est aussi :
de la quinine
et une trousse
chirurgicale
dans
chaque village

AVEC LE P.S.U. POUR LA VICTOIRE DU VIETNAM SOUSCRIVEZ

POURQUOI LE « BATEAU »

Les épreuves du peuple vietnamien dans sa lutte héroïque pour l'indépendance de son pays, la liberté et la paix suscitent, dans le monde entier, un élan grandissant de solidarité.

Toujours plus nombreux, des Français d'opinions diverses agissent pour soutenir le combat du peuple vietnamien. En même temps, des millions d'hommes et de femmes veulent accomplir les gestes les plus simples et les plus efficaces pour soulager les souffrances du peuple vietnamien, pour l'aider à vivre, à défendre ses droits, à sauvegarder ses conquêtes, à développer ses réalisations.

Afin de répondre à cette volonté, afin de donner beaucoup plus d'ampleur à la solidarité matérielle, les formations politiques, syndicales, pacifiques, de jeunesse et de solidarité, signataires de cet appel, ont décidé de lancer en com-

mun une grande campagne avec le mot d'ordre :

« Un bateau pour le Vietnam »

Elles ont constitué avec les représentants de chaque formation un comité national d'organisation qui fera connaître rapidement ses propositions pratiques sur les produits à collecter pour le chargement de ce bateau et pour le développement de cette campagne sur le plan national et dans les départements.

L'objectif est de faire coïncider le départ du « Bateau pour le Vietnam » avec la fête du nouvel an vietnamien au début de février 1968.

Les signataires lancent un appel pressant aux formations qui désireraient prendre part à cette initiative de large union.

Ce grand acte de solidarité du peuple français a besoin du concours de tous.

LES SIGNATAIRES DE L'APPEL

Parti Communiste Français. Parti Socialiste Unifié (P.S.U.). Parti de la Jeune République. Confédération Générale du Travail. Union Nationale des Etudiants de France. Collectif Intersyndical Universitaire d'Action pour la Paix au Vietnam. Syndicat National de l'Enseignement Supérieur. Syndicat National des Chercheurs Scientifiques. Mouvement de la Jeunesse Communiste de France. Etudiants Socialistes Unifiés. Mouvement de la Paix. Association Médicale franco-vietnamienne. Campagne du Milliard. Christianisme Social. Comité Inter-Mouvements auprès des Evacués. Comité Vietnam National. Mouvement contre l'Armement Atomique. Mouvement Témoignage Chrétien. Secours Populaire Français. Union des Femmes Françaises. Syndicat National de l'Enseignement Secondaire. Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide. Ligue des Droits de l'Homme. Confédération Syndicale des Familles. Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.